



Robinson Sheppard Shapiro

S.E.N.C.R.L. • L.L.P.
Avocats • Barristers & Solicitors

Me Luc Fleurant
Ligne directe : 514-393-7401
Courriel : lfleurant@rsslex.com

PAR COURRIEL: martine.girard@judex.qc.ca

Montréal, le 24 septembre 2015

HONORABLE GAÉTAN DUMAS, J.C.S.
COORDONNATEUR DES DISTRICTS DE ST-FRANÇOIS, BEDFORD ET MÉGANTIC
PALAIS DE JUSTICE
375, RUE KING OUEST
SHERBROOKE QC J1H 6B9

OBJET : C.S. SAINT-FRANÇOIS : 450-17-000167-134
DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT AVEC LES CRÉANCIER DE :
MONTREAL, MAINE & ATLANTIQUE CANADA CIE (MONTREAL, MAINE & ATLANTIC
CANADA CO.); et
RICHTER GROUPE CONSEIL INC. (RICHTER ADVISORY GROUP INC.); et
ROYAL & SUN ALLIANCE DU CANADA, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE;
Re : Requête amendée pour être autorisé à déposer une preuve de réclamation hors délai
N/☞ : 36345-15

Monsieur le Juge :

Suite à la signification de la Requête en titre pour notre cliente RSA, nous joignons à la présente les documents suivants :

1. Notre requête amendée en date de ce jour. L'amendement consiste à avoir remplacé partout où nécessaire le toponyme « Toronto » par « Mississauga » ou parfois en ajoutant le toponyme « Mississauga ». La requête est accompagnée d'un Avis de présentation dont la date est en blanc et de la Liste de pièces.
2. Notre affidavit.
3. L'affidavit de M. Daniel Hébert de RSA.
4. L'affidavit de M. Victor Shiwgobin de RSA.
5. La pièce R-1, étant la réclamation de RSA et ses « *Schedules #1 to #14* ».
6. La pièce R-2.
7. La pièce R-3.
8. La pièce R-4.



-2-

Nous avons communiqué avec Me Patrice Benoît qui représente MMA. Celui-ci nous a demandé d'attendre son retour le 5 octobre prochain avant de discuter d'un éventuel échéancier. Ce délai nous permettrait de connaître la position de MMA et du contrôleur sur la Requête et de savoir s'il existe des opposants à la Requête.

Veillez agréer, monsieur le Juge, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

ROBINSON SHEPPARD SHAPIRO
S.E.N.C.R.L. • L.L.P.

Luc Fleurant
LF/gl
c. c. Service list
p. j.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS
N^o 450-17-000167-134

COUR SUPÉRIEURE
CHAMBRE COMMERCIALE

*Loi sur les arrangements avec les créanciers des
compagnies*

**DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
AVEC LES CRÉANCIERS DE :**

**MONTREAL, MAINE & ATLANTIQUE CANADA
CIE (MONTREAL, MAINE & ATLANTIC
CANADA CO.),**

personne morale constituée en vertu des lois de
la province de la Nouvelle-Écosse, ayant un
établissement commercial au 1, Place Ville-Marie,
37^{ième} étage, ville et district de Montréal, province
de Québec, G3B 3P4 (au bureau de son avocat
[le « **Fondé de pouvoir** »]);

Débitrice,

-et-

**RICHTER GROUPE CONSEIL INC.
(RICHTER ADVISORY GROUP INC.),**

personne morale constituée ayant son principal
établissement au 1981, avenue McGill College,
12^{ième} étage, ville et district de Montréal, province
de Québec, H3A 0G6;

Défenderesse,

-et-

**ROYAL & SUN ALLIANCE DU CANADA,
SOCIÉTÉ D'ASSURANCE,**

personne morale constituée ayant son principal
établissement au 2225 Erin Mills Parkway, Suite
1000, Mississauga, Ontario, L5K 2S9;

Requérante.

**REQUÊTE AMENDÉE POUR ÊTRE AUTORISÉ À DÉPOSER
UNE PREUVE DE RÉCLAMATION HORS DÉLAI
(Article 10 de la Loi sur les arrangements
avec les créanciers des compagnies)**

À L'HONORABLE GAÉTAN DUMAS, JUGE À LA COUR SUPÉRIEURE, SIÉGEANT EN CHAMBRE COMMERCIALE, POUR LE DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS, LA REQUÉRANTE EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :

INTRODUCTION

1. Le 6 juillet 2013, un train opéré par la société Montreal Maine & Atlantique Canada Cie (ci-après la « **MMA** ») a déraillé dans la Ville de Lac-Mégantic, Québec, Canada, causant des dommages sérieux et importants à la population, aux propriétés et à l'environnement (ci-après l' « **Accident** »);
2. Suite à l'Accident, de nombreuses poursuites ont été entreprises à l'encontre de MMA;
3. Le 6 août 2013, MMA a déposé auprès de la Cour supérieure du Québec, une requête afin d'obtenir une ordonnance initiale en vertu de l'article 11 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, L.R.C. (1985), c. 36* (ci-après « **LACC** »), telle qu'amendée;
4. Le 8 août 2013, l'honorable Martin Castonguay, j.c.s., a rendu une ordonnance initiale, laquelle a, notamment, désigné Richter Groupe Conseil inc. (ci-après « **Richter** ») à titre de contrôleur;
5. La Requérante *Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurance* (ci-après « **RSA** ») est une société d'assurance de biens, ayant des bureaux, notamment, à Québec et Montréal, province de Québec, et à Toronto et Mississauga, province d'Ontario;
6. RSA, par ses bureaux de Toronto, couvre l'assurance biens au bénéfice des succursales de la bannière d'établissements de restauration opérant sous la marque *Subway*. Cette police émise par les bureaux de Toronto fait partie des « comptes nationaux ». Elle a aussi des bureaux à Mississauga où sont traités, notamment, les réclamations et les recours subrogatoires;
7. La franchise *Subway* sise à Lac-Mégantic, opérée par la compagnie « *9079-7481 Québec Inc.* » (ci-après l'« **Assurée** »), a subi des dommages matériels importants suite au déraillement du 6 juillet 2013, tel qu'il appert du projet de réclamation produit avec la présente requête sous la cote **R-1**;

8. RSA a versé à l'Assurée en relation directe avec l'Accident une somme de 312 034,82 \$, tel qu'il appert du projet de réclamation produit sous la cote R-1;
9. Le 13 décembre 2013, MMA a présenté une requête afin d'établir un processus de sollicitation des réclamations et l'établissement d'une limite pour le dépôt desdites réclamations, le tout tel qu'il appert au dossier de la Cour;
10. Cette requête visant à établir une procédure de réclamation a été entendue par le tribunal le 28 mars 2014;
11. Le 31 mars 2014, l'honorable Gaétan Dumas, j.c.s., accueillait la requête visant à établir une procédure de réclamation concluant qu'une ordonnance allait suivre sous peu;
12. Le 4 avril 2014, l'honorable Gaétan Dumas, j.c.s., rendait ladite ordonnance (ci-après l' « **Ordonnance** ») relativement à la procédure de réclamation;
13. Par l'Ordonnance, les preuves de réclamation devaient être reçues par le contrôleur Richter, soit par la poste, par courrier recommandé, par messagerie, par télécopieur ou par courrier électronique au plus tard le 13 juin 2014, à 17h00, heure de Montréal;
14. En date du 4 avril 2014, RSA n'était pas un « créancier connu » au sens de l'Ordonnance;

ORDONNANCE RECHERCHÉE

15. RSA demande donc au Tribunal d'être autorisée à déposer sa preuve de réclamation malgré l'expiration du délai pour ce faire contenu à l'Ordonnance, pour les raisons ci-après exposées;

Motifs du retard à déposer une preuve de réclamation :

16. Suite à l'Accident, RSA a mandaté la firme « *Crawford Global Technical Services* » pour recevoir la preuve des dommages et élaborer le dossier de réclamation de l'Assurée, dès juillet 2013;
17. L'expert en sinistre a entamé en juillet 2013 le processus de rassemblement des données reliées aux dommages et, ce processus, décrit dans de nombreux rapports successifs a duré jusqu'au paiement final à l'Assurée en février 2015, tel qu'il appert du projet de réclamation R-1;

18. Pendant toute cette période, aucun des rapports de l'ajusteur Crawford n'a fait état d'un processus de restructuration de MMA qui aurait pu faire l'objet d'un quelconque suivi ni de quelque nécessité de déposer une réclamation dans le cours d'un tel processus;
19. M. Daniel Hébert a été pendant toute cette période d'août 2013 à avril 2015 la seule personne responsable du dossier chez RSA à Mississauga et donc, le seul à traiter le dossier de l'Assurée. Les fonctions de M. Daniel Hébert consistent à honorer, le cas échéant, la réclamation de l'Assurée. Le rôle consistant à récupérer tout ou partie de l'indemnité échoit à un autre département de RSA, le département de subrogation, lui aussi, situé à Mississauga;
20. M. Daniel Hébert n'était pas familier avec le processus de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers* et, en aucune façon n'a-t-il été informé qu'il était nécessaire de déposer quelque réclamation auprès de qui que ce soit;
21. En fait, M. Daniel Hébert a cru dès le mois d'août 2013 que MMA était sous la protection de la *Loi sur la faillite* et que, compte tenu de l'ampleur du sinistre, il était impossible que quoi que ce soit puisse être récupéré à même les actifs de MMA, hormis peut-être pour des réclamants tels, les gouvernements et ceux ayant subi des dommages corporels ou ayant succombé au sinistre;
22. En fait, M. Daniel Hébert a toujours été sous l'impression que MMA avait fait faillite;
23. Cette croyance en l'impossibilité de récupérer significativement de MMA dans les circonstances était raisonnable car, ce n'est que bien plus tard, en raison des récupérations provenant de règlements hors cour qu'une personne bien informée du déroulement du processus pouvait fonder un espoir de recouvrement;
24. Basé sur cette croyance de bonne foi que MMA était en faillite et, en conséquence, sur l'absence de suivi du dossier de restructuration, présumément moins publicisé et médiatisé en Ontario, M. Daniel Hébert n'a pas cru bon d'impliquer au dossier le département de subrogation avant le règlement final à l'Assurée en février 2015;
25. De fait, le dossier fut transféré au département de subrogation pour tentative de recouvrement aussi tard que le 8 avril 2015, suite au paiement final de la réclamation de l'Assurée;
26. Il n'était donc, en pratique, dans les circonstances, aucunement envisagé de pouvoir se conformer à l'Ordonnance, RSA, par son bureau de Mississauga, ayant toujours ignoré l'existence du processus de restructuration et conséquemment, de toutes ordonnances rendues dans le présent dossier de cette Cour;

27. Les notes de M. Daniel Hébert consignées au dossier, lesquelles ont été transmises au département de subrogation, à M. Victor Shiwgobin, en avril 2015, indiquaient en date du 6 mars 2015 les informations suivantes :

“– the I/A notes that a subrogated recovery is very unlikely given that several parties could be held liable from the railway company to governmental agencies. The I/A notes that an attorney Michel Green of Robinson Sheppard Shapiro in Montreal have been retained by several insurer to represent them in subrogated actions. The railway company has declared bankruptcy.”,

tel qu’il appert de la pièce **R-2**;

28. En raison d’un horaire de travail surchargé, M. Victor Shiwgobin, du département de subrogation, n’a procédé à l’analyse du dossier qui lui fut transmis le 8 avril, seulement le 8 mai 2015. Dans les notes qu’il a consignées au dossier, ce dernier conclut, ce qui suit, vraisemblablement en raison des notes décrites au paragraphe précédent en provenance de M. Daniel Hébert :

” However notes do indicate that Montreal Main Atlantic has since filed for bankruptcy.”,

et, plus loin:

“It is stated that MMA has filed for bankruptcy”,

tel qu’il appert de la pièce R-2;

29. Le même jour, après avoir procédé à l’analyse du dossier, M. Victor Shiwgobin a transmis à Me Michael Green du bureau de Robinson Sheppard Shapiro, à Montréal, un courriel qui contient le texte suivant :

”Subject : *Ation against Montreal Main Atlantic Railway (MMA) RSA’s claim#16359686*

*Good day Michael, I hope you’re keeping well.
I recently inherited the above noted file where our client suffered damages from the Montreal Main Atlantic Rail incident which occurred back in July of 2013.
I was advised that you have been retained by several insurers in regards to this matter. It is said that Montreal Main Atlantic has since filed for bankruptcy.*

*I was hoping you could confirm if the matter is still opened and being pursued by other insurers with you as counsel.
If so I would like to send the above noted file over to you for review and recovery.*

Thank you.”

tel qu'il appert de la chaîne de courriels produite sous la cote **R-3**;

30. Ce courriel a été transmis à Me Mariella De Stefano de Robinson Sheppard Shapiro, laquelle a transmis à M. Victor Shiwgobin un courriel daté du 11 mai 2015 dans laquelle celle-ci fait état de la « faillite » de MMA, ajoutant toutefois qu'il y a une entente de principe en rapport avec la distribution de fonds suite à un règlement intervenu entre certaines parties. Le courriel ajoute que le « Trustee in bankruptcy » a établi une date limite pour la production des réclamations en juin 2014. Celle-ci indique enfin que certains assureurs ont déposé des requêtes pour être autorisés à produire leur réclamation hors délai, le tout tel qu'il appert des courriels produits sous la cote R-3;
31. Ce dernier courriel fut suivi d'un autre courriel de Me Mariella De Stefano le 10 juin 2015 dans lequel elle informe M. Victor Shiwgobin qu'un jugement a été rendu le 27 mai, accordant la requête des assureurs et leur permettant de déposer leurs réclamations tardives. Copie du jugement de cette Cour rendu le 27 mai 2015 était jointe à ce courriel, tel qu'il appert de R-3;
32. Compte tenu de son horaire surchargé, M. Victor Shiwgobin n'a répondu à Me Mariella De Stefano que le 10 juillet 2015, lui demandant d'établir un budget établissant les coûts d'une requête qui pourrait être présentée à la Cour pour faire valoir la réclamation afférente au paiement à l'Assurée, au montant de 312 034,82 \$, tel qu'il appert de R-3;
33. Le dossier fut alors transmis à Me Luc Fleurant de l'étude Robinson Sheppard Shapiro pour préparation d'un estimé budgétaire, lequel fut préparé le 25 août 2015 et transmis à votre Requêteur. Cet estimé budgétaire a, bien sûr, nécessité une étude détaillée des requêtes des assureurs ayant déjà été présentées à la Cour, du jugement du 27 mai 2015, et de l'historique du dossier de l'Assurée, afin de connaître exactement les raisons du retard à produire la réclamation;
34. Votre Requêteur a également pris connaissance des documents suivants :
 - 34.1 Une requête intitulée « *Requête pour être autorisé à déposer une preuve de réclamation hors délai* » datée du 14 avril 2015, présentée par les avocats *Carter Gourdeau* pour le compte de votre Requêteur;
 - 34.2 Un jugement daté du 27 mai 2015 rendu par l'Honorable Juge Gaétan Dumas dans le présent dossier de cette Cour accordant, entre autres, ladite requête;

Ces documents faisant partie du présent dossier de cette Cour et auxquels il est référé comme tel;

35. La requête décrite au paragraphe précédent procède du bureau de la Requérante situé à Québec et est reliée à une police d'assurance émise pour le *Groupe Jean-Coutu* et gérée par sa succursale de Montréal. Ces succursales fonctionnent jusqu'à un certain point indépendamment des bureaux de Mississauga;
36. Au sein de RSA, les départements de subrogation sont distincts et séparés, celui du Québec étant indépendant (en raison du fait qu'il s'agit d'une province de droit civil) de celui de Mississauga qui gère les dossiers pour le reste du Canada où s'applique le droit de Common Law;
37. De plus, le dossier de l'Assurée, vu le montant du risque inférieur à 500 000 \$, ne fait pas partie des risques majeurs, sa gestion procédant donc jusqu'à un certain point en vase clos entre les mains du seul responsable du dossier;
38. En aucune façon, M. Daniel Hébert ni qui que ce soit du bureau de Mississauga n'a été mis au courant de cette requête et du jugement rendu sur celle-ci avant qu'une copie ne leur en soit fournie, en mai 2015, et en ce qui a trait à la requête préparée pour le bureau de RSA, Division du Québec, et, en juin 2015, en ce qui a trait au jugement rendu le 27 mai 2015. Cette situation est partiellement explicable par le fait que le dossier des franchises Subway est un compte national traité exclusivement par Toronto, au niveau de la police et à Mississauga, au niveau de la réclamation et du recours subrogatoire;
39. Bien que le Plan d'arrangement de MMA (ci-après le « **Plan** ») soit maintenant déposé et approuvé, la Requérante est informée par ses procureurs que le processus d'étude systématique des réclamations, bien que commencé, il reste encore un travail considérable à effectuer avant la compilation officielle de celles-ci et, partant, le versement de quelque dividende que ce soit;

ABSENCE DE PRÉJUDICE

40. En date des présentes, tel qu'il appert du dossier de cette Cour, le Plan a été déposé et entériné par la Cour;
41. Il est juste, raisonnable et équitable que la demande contenue dans la présente requête se conforme aux principes établis dans le jugement du 27 mai 2015 aux termes desquels les assureurs requérants ont été admis à produire leur réclamation **mais** dans la catégorie des dommages économiques, tel qu'il appert du paragraphe 114 du jugement et des motifs sous-jacents exprimés au paragraphe 105 de ce jugement;

42. En conséquence, bien que la réclamation de RSA qui fait l'objet de la présente requête soit de la nature d'une créance subrogatoire en faveur d'un assureur, RSA demande la permission de produire cette réclamation afin qu'elle se retrouve colloquée dans la catégorie des dommages matériels et économiques;
43. Le Plan de MMA et la présentation des faits aux créanciers à la première assemblée tenue en juillet 2015 (voir présentation produite sous la cote **R-4**) révèlent que le montant des dividendes présumément alloué aux réclamations tombant sous la catégorie des dommages matériels et économiques, totalise approximativement 41 554 303 \$ sur un total approximatif de réclamations envisageables pour cette catégorie de 75 000 000 \$;
44. Ces montants sont naturellement approximatifs même s'ils reflètent présumément *grosso modo* la réalité car le montant exact des réclamations ne sera connu que lorsque le processus d'étude détaillée et de rejet partiel ou total des réclamations sera terminé, en sorte que la réclamation additionnelle de 312 034,82 \$ qui s'ajoutera n'a aucun impact significatif sur le Plan, son approbation ou sa ratification;
45. En fait, même si le montant réel estimé des réclamations de la catégorie des dommages matériels et économiques était de 75 000 000,00 \$, l'ajout de la réclamation de votre Requérante ne représenterait que .00416 % de ce total;
46. A tout événement, l'infime dilution que la réclamation de votre Requérante entraînerait pour les réclamants à l'intérieur de la catégorie des dommages matériels et économiques ne constitue pas un préjudice pouvant fonder une contestation de la présente requête;
47. Votre Requérante estime qu'elle remplit les critères prévus par le jugement du 27 mai 2015 pour permettre la production tardive de sa réclamation, compte tenu que le retard à produire cette réclamation provient de l'ignorance de bonne foi du processus de restructuration de MMA par les représentants de RSA impliqués au dossier de l'Assurée, à Mississauga;
48. Votre Requérante soumet à cette Cour que la production tardive de sa réclamation ne causera pas de préjudice, et ce conformément aux principes établis dans le jugement du 27 mai 2015;

PAR CES MOTIFS, PLAISE À CETTE HONORABLE COUR :

ACCORDER la présente *Requête amendée pour être autorisé à déposer une preuve de réclamation hors délai* de votre Requérante, ROYAL & SUN ALLIANCE DU CANADA, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE;

AUTORISER votre Requérante, ROYAL & SUN ALLIANCE DU CANADA, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE, à produire entre les mains du contrôleur *Richter*, une réclamation en la forme de celle produite avec la requête de la Requérante sous la cote R-1, au montant de 312 034,82 \$ afin que celle-ci soit colloquée à l'intérieur de la catégorie des dommages matériels et économiques;

DÉCLARER que le jugement à être rendu sur la présente requête ne doit pas être interprété comme signifiant que la preuve de réclamation R-1 a été analysée et acceptée par le contrôleur *Richter*;

LE TOUT sans frais, sauf au cas de contestation.

MONTRÉAL, le 24 septembre 2015.

A handwritten signature in black ink, reading "Robinson Sheppard Shapiro". The signature is written in a cursive, flowing style.

**ROBINSON SHEPPARD SHAPIRO, S.E.N.C.R.L. • L.L.P.,
Procureurs de la Requérante,
ROYAL & SUN ALLIANCE DU CANADA,
SOCIÉTÉ D'ASSURANCE.**

AVIS DE PRÉSENTATION

PRENEZ AVIS que la *Requête amendée* pour être autorisé à déposer une preuve de réclamation hors délai (Article 10 de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies C.p.c.) sera présentée devant l'Honorable Gaétan Dumas, j.c.s., siégeant en Chambre commerciale pour le district de Saint-François, le ____, _____ 2015 à 10h00 en salle 1, du palais de justice de Sherbrooke situé au 375, rue King Ouest, Sherbrooke, province de Québec, J1H 6B9, ou aussitôt que Conseil pourra être entendu.

Veillez agir en conséquence.

MONTRÉAL, le 24 septembre 2015.



**ROBINSON SHEPPARD SHAPIRO, S.E.N.C.R.L. • L.L.P.,
Procureurs de la Requérante,
ROYAL & SUN ALLIANCE DU CANADA,
SOCIÉTÉ D'ASSURANCE.**

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS
N^o 450-17-000167-134

COUR SUPÉRIEURE
CHAMBRE COMMERCIALE

*Loi sur les arrangements avec les créanciers des
compagnies*

**DANS L’AFFAIRE DU PLAN D’ARRANGEMENT
AVEC LES CRÉANCIERS DE :**

**MONTREAL, MAINE & ATLANTIQUE CANADA
CIE (MONTREAL, MAINE & ATLANTIC
CANADA CO.);**

Débitrice,

-et-

**RICHTER GROUPE CONSEIL INC.
(RICHTER ADVISORY GROUP INC.);**

Défenderesse,

-et-

**ROYAL & SUN ALLIANCE DU CANADA,
SOCIÉTÉ D’ASSURANCE;**

Requérante.

LISTE DE PIÈCES

PIÈCE R-1 : Preuve de réclamation de RSA au montant de 312 084,82 \$;

PIÈCE R-2 : Claim notes;

PIÈCE R-3 : Chaîne de courriels entre RSA et ses procureurs entre le 8 mai et le 10 juillet 2015;

PIÈCE R-4 : Présentation de Richter à l'Assemblée des créanciers du 9 juin 2015.

MONTREAL, le 24 septembre 2015.

A handwritten signature in black ink that reads "Robinson Sheppard Shapiro". The signature is written in a cursive, flowing style.

**ROBINSON SHEPPARD SHAPIRO, S.E.N.C.R.L. • L.L.P.,
Procureurs de la Requérante,
ROYAL & SUN ALLIANCE DU CANADA,
SOCIÉTÉ D'ASSURANCE.**

AFFIDAVIT

Je, soussigné, Daniel Hébert, analyste aux réclamations, résidant et domicilié au 2035 Appleby Line, Burlington, province d'Ontario, déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis analyste aux réclamations (Property claims) au service de la Requérante, à ses bureaux de Mississauga, Ontario;
2. La Requérante *Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurance* (ci-après « **RSA** ») est une société d'assurance de biens, ayant des bureaux, notamment, à Québec et Montréal, province de Québec, et à Toronto et Mississauga, province d'Ontario;
3. RSA, par ses bureaux de Toronto, couvre l'assurance biens au bénéfice des succursales de la bannière d'établissements de restauration opérant sous la marque *Subway*. Cette police émise par les bureaux de Toronto fait partie des « *comptes nationaux* »;
4. La franchise *Subway* sise à Lac-Mégantic, opérée par la compagnie « *9079-7481 Québec Inc.* » (ci-après l'« **Assurée** »), a subi des dommages matériels importants suite au déraillement du 6 juillet 2013;
5. RSA a versé à l'Assurée en relation directe avec l'Accident une somme de 312 034,82 \$;
6. Suite à l'Accident, RSA a mandaté la firme « *Crawford Global Technical Services* » pour recevoir la preuve des dommages et élaborer le dossier de réclamation de l'Assurée, dès juillet 2013;
7. L'expert en sinistre a entamé en juillet 2013 le processus de rassemblement des données reliées aux dommages et, ce processus, décrit dans de nombreux rapports successifs a duré jusqu'au paiement final à l'Assurée en février 2015;
8. Pendant toute cette période, aucun des rapports de l'ajusteur Crawford n'a fait état d'un processus de restructuration de MMA qui aurait pu faire l'objet d'un quelconque suivi ni de quelque nécessité de déposer une réclamation dans le cours d'un tel processus;
9. J'ai été pendant toute cette période d'août 2013 à avril 2015 la seule personne responsable du dossier chez RSA à Mississauga et donc, le seul à traiter le dossier de l'Assurée. Mes fonctions consistent à honorer, le cas échéant, la réclamation de l'Assurée. Le rôle consistant à récupérer tout ou partie de l'indemnité échoit à un autre département de RSA, le département de subrogation, également situé à Mississauga;

10. Je n'étais pas familier avec le processus de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers* et, en aucune façon n'ai-je été informé qu'il était nécessaire de déposer quelque réclamation auprès de qui que ce soit;
11. En fait, j'ai cru dès le mois d'août 2013 que MMA était sous la protection de la *Loi sur la faillite* et que, compte tenu de l'ampleur du sinistre, il était impossible que quoi que ce soit puisse être récupéré à même les actifs de MMA, hormis peut-être pour des réclamants tels, les gouvernements et ceux ayant subi des dommages corporels ou ayant succombé au sinistre;
12. En fait, j'ai toujours été sous l'impression que MMA avait fait faillite;
13. Basé sur cette croyance de bonne foi que MMA était en faillite et, en conséquence, sur l'absence de suivi du dossier de restructuration, présumément moins publicisé et médiatisé en Ontario, je n'ai pas cru bon d'impliquer au dossier le département de subrogation avant le règlement final à l'Assurée en février 2015;
14. De fait, le dossier fut transféré au département de subrogation pour tentative de recouvrement aussi tard que le 8 avril 2015, suite au paiement final de la réclamation de l'Assurée;
15. Il n'était donc, en pratique, dans les circonstances, aucunement envisagé de pouvoir se conformer à l'Ordonnance, RSA, par son bureau de Mississauga, ayant toujours ignoré l'existence du processus de restructuration et conséquemment, de toutes ordonnances rendues dans le présent dossier de cette Cour;
16. Mes notes consignées au dossier, lesquelles ont été transmises au département de subrogation, à M. Victor Shiwgobin, en avril 2015, indiquaient en date du 6 mars 2015 les informations suivantes :

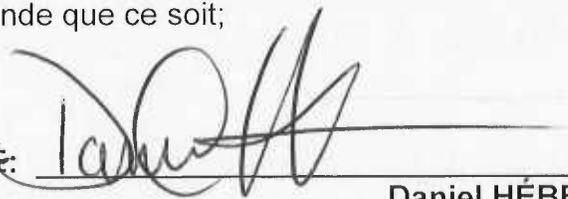
“– the I/A notes that a subrogated recovery is very unlikely given that several parties could be held liable from the railway company to governmental agencies. The I/A notes that an attorney Michel Green of Robinson Sheppard Shapiro in Montreal have been retained by several insurer to represent them in subrogated actions. The railway company has declared bankruptcy.”;

17. J'ai également pris connaissance des documents suivants :
 - 17.1 Une requête intitulée « *Requête pour être autorisé à déposer une preuve de réclamation hors délai* » datée du 14 avril 2015, présentée par les avocats *Carter Gourdeau* pour le compte de votre Requérante;

- 17.2 Un jugement daté du 27 mai 2015 rendu par l'Honorable Juge Gaétan Dumas dans le présent dossier de cette Cour accordant, entre autres, ladite requête;
18. La requête décrite au paragraphe précédent procède du bureau de la Requérante situé à Québec et est reliée à une police d'assurance émise pour le *Groupe Jean-Coutu* et gérée par sa succursale de Montréal. Ces succursales fonctionnent jusqu'à un certain point indépendamment des bureaux de Toronto et de Mississauga;
19. Au sein de RSA, les départements de subrogation sont distincts et séparés, celui du Québec étant indépendant (en raison du fait qu'il s'agit d'une province de droit civil) de celui de Mississauga qui gère les dossiers pour le reste du Canada où s'applique le droit de Common Law;
20. De plus, le dossier de l'Assurée, vu le montant du risque inférieur à 500 000 \$, ne fait pas partie des risques majeurs, sa gestion procédant donc jusqu'à un certain point en vase clos entre les mains du seul responsable du dossier;
21. En aucune façon, ni moi-même, ni, au meilleur de ma connaissance, qui que ce soit du bureau de Mississauga n'a été mis au courant de cette requête et du jugement rendu sur celle-ci avant qu'une copie ne leur en soit fournie, en mai 2015, et en ce qui a trait à la requête préparée pour le bureau de RSA, Division du Québec, et, en juin 2015, en ce qui a trait au jugement rendu le 27 mai 2015. Cette situation est partiellement explicable par le fait que le dossier des franchises Subway est un compte national traité exclusivement par Toronto, au niveau de la police et à Mississauga, au niveau de la réclamation et de la subrogation;
22. Bien que le Plan d'arrangement de MMA soit maintenant déposé et approuvé, je suis informé par mes procureurs que le processus d'étude systématique des réclamations, bien que commencé, il reste encore un travail considérable à effectuer avant la compilation officielle de celles-ci et, partant, le versement de quelque dividende que ce soit;

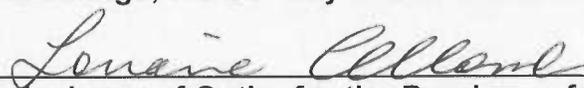
23.

ET J'AI SIGNÉ:



Daniel HÉBERT.

SOLEMNLY DECLARED before me,
in Mississauga, the 24th day of the month of September 2015.


Commissioner of Oaths for the Province of Ontario.

Lorraine Marie Louise Leblond
a Commissioner, etc., Province of Ontario
for Royal & Sun Alliance Insurance
Company of Canada, and its affiliates.
January 26, 2018

AFFIDAVIT

Je, soussigné, Luc FLEURANT, avocat, résidant et domicilié pour les fins des présentes au 800 du Square Victoria, # 4600, Montréal, province de Québec, H4Z 1H6, déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis avocat au sein de la firme *Robinson Sheppard Shapiro*, à Montréal;
2. À ce titre, j'ai été chargé par la Requérante de préparer la présente *Requête amendée pour être autorisé à déposer une preuve de réclamation hors délai*;
3. Le 6 juillet 2013, un train opéré par la société Montreal Maine & Atlantique Canada Cie (ci-après la « **MMA** ») a déraillé dans la Ville de Lac-Mégantic, Québec, Canada, causant des dommages sérieux et importants à la population, aux propriétés et à l'environnement (ci-après l' « **Accident** »). Ce fait est de connaissance judiciaire;
4. Suite à l'Accident, de nombreuses poursuites ont été entreprises à l'encontre de MMA. Ce fait est une connaissance judiciaire;
5. Le 6 août 2013, MMA a déposé auprès de la Cour supérieure du Québec, une requête afin d'obtenir une ordonnance initiale en vertu de l'article 11 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, L.R.C. (1985), c. 36* (ci-après « **LACC** »), telle qu'amendée. Ce fait est partie intégrante du dossier de cette Cour;
6. Le 8 août 2013, l'honorable Martin Castonguay, j.c.s., a rendu une ordonnance initiale, laquelle a, notamment, désigné Richter Groupe Conseil inc. (ci-après « **Richter** ») à titre de contrôleur. Ce fait est partie intégrante du dossier de cette Cour;
7. Le 13 décembre 2013, MMA a présenté une requête afin d'établir un processus de sollicitation des réclamations et l'établissement d'une limite pour le dépôt desdites réclamations, le tout tel qu'il appert au dossier de la Cour;
8. Cette requête visant à établir une procédure de réclamation a été entendue par le tribunal le 28 mars 2014;

9. Le 31 mars 2014, l'honorable Gaétan Dumas, j.c.s., accueillait la requête visant à établir une procédure de réclamation concluant qu'une ordonnance allait suivre sous peu. Ce fait apparaît au dossier de la Cour;
10. Le 4 avril 2014, l'honorable Gaétan Dumas, j.c.s., rendait ladite ordonnance (ci-après l' « **Ordonnance** ») relativement à la procédure de réclamation, tel qu'il appert au dossier de cette Cour;
11. Par l'Ordonnance, les preuves de réclamation devaient être reçues par le contrôleur Richter, soit par la poste, par courrier recommandé, par messagerie, par télécopieur ou par courrier électronique au plus tard le 13 juin 2014, à 17h00, heure de Montréal;
12. En date du 4 avril 2014, RSA n'était pas un « créancier connu » au sens de l'Ordonnance;
13. La croyance de M. Daniel Hébert, en tant que préposé de RSA, en l'impossibilité de récupérer significativement de MMA dans les circonstances était raisonnable car, ce n'est que bien plus tard, en raison des récupérations provenant de règlements hors cour qu'une personne bien informée du déroulement du processus pouvait fonder un espoir de recouvrement. Ce fait est de connaissance judiciaire;
14. En date des présentes, tel qu'il appert du dossier de cette Cour, le Plan a été déposé et entériné par la Cour;
15. Il est juste, raisonnable et équitable que la demande contenue dans la requête de RSA se conforme aux principes établis dans le jugement du 27 mai 2015 aux termes desquels les assureurs requérants ont été admis à produire leur réclamation **mais** dans la catégorie des dommages économiques, tel qu'il appert du paragraphe 114 du jugement et des motifs sous-jacents exprimés au paragraphe 105 de ce jugement;
16. En conséquence, bien que la réclamation de RSA qui fait l'objet de la présente requête soit de la nature d'une créance subrogatoire en faveur d'un assureur, RSA demande la permission de produire cette réclamation afin qu'elle se retrouve colloquée dans la catégorie des dommages matériels et économiques;
17. Le Plan de MMA et la présentation des faits aux créanciers à la première assemblée tenue en juillet 2015 (voir présentation produite sous la cote **R-4**) révèlent que le montant des dividendes présumément alloué aux réclamations tombant sous la catégorie des dommages matériels et économiques, totalise approximativement 41 554 303 \$ sur un total approximatif de réclamations envisageables pour cette catégorie de 75 000 000 \$;

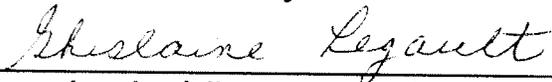
18. Ces montants sont naturellement approximatifs même s'ils reflètent présumément *grosso modo* la réalité car le montant exact des réclamations ne sera connu que lorsque le processus d'étude détaillée et de rejet partiel ou total des réclamations sera terminé, en sorte que la réclamation additionnelle de 312 034,82 \$ qui s'ajoutera n'a aucun impact significatif sur le Plan, son approbation ou sa ratification;
19. En fait, même si le montant réel estimé des réclamations de la catégorie des dommages matériels et économiques était de 75 000 000,00 \$, l'ajout de la réclamation de votre Requérante ne représenterait que .00416 % de ce total;



ET J'AI SIGNÉ: _____

Luc FLEURANT.

AFFIRMÉ solennellement devant moi,
à Montréal, ce 24^{ième} jour du mois de septembre 2015.



Commissaire à l'assermentation pour le Québec.



AFFIDAVIT

I, Victor Shiwgobin, claims representative, residing and domiciled at 20 Trudel Street, Scarborough, Province of Ontario, M1G 1Z1, solemnly declare the following:

1. I am a claims representative, general liability, for RSA at its offices in Mississauga, since August 17, 2015;
2. From November 2012 to August 2015, I acted as subrogation claims representative for the subrogation department of RSA in Mississauga;
3. The file pertaining to the damages suffered by 9079-7481 Quebec Inc., a Subway franchisee located in Lac Mégantic, was transferred to me on April 8, 2015 by Mr. Daniel Hébert acting as claims representative of RSA in Mississauga;
4. The comments written by Mr. Daniel Hébert in the file which were transferred to me in April 2015 contained the following information:

“– the I/A notes that a subrogated recovery is very unlikely given that several parties could be held liable from the railway company to governmental agencies. The I/A notes that an attorney Michel Green of Robinson Sheppard Shapiro in Montreal have been retained by several insurer to represent them in subrogated actions. The railway company has declared bankruptcy.”;

5. By reason of my heavy schedule at the time I could not commence the analysis of the Subway file received on April 8, 2015 before May 8, 2015. Among the notes that I personally entered into the file, I had concluded as follows from Mr. Hébert's comments :

” However notes do indicate that Montreal Main Atlantic has since filed for bankruptcy.”;

and further on :

“It is stated that MMA has filed for bankruptcy”;

6. The same day, after having had a perusal of the content of the Subway file, I forwarded to Me Michel Green of Robinson, Sheppard, Shapiro an email with the following wording:

"Subject : *Ation against Montreal Main Atlantic Railway (MMA) RSA's claim#16359686*

Good day Michael, I hope you're keeping well.

I recently inherited the above noted file where our client suffered damages from the Montreal Main Atlantic Rail incident which occurred back in July of 2013.

I was advised that you have been retained by several insurers in regards to this matter. It is said that Montreal Main Atlantic has since filed for bankruptcy.

I was hoping you could confirm if the matter is still opened and being pursued by other insurers with you as counsel.

If so I would like to send the above noted file over to you for review and recovery.

Thank you."

7. Said email was then transferred to Me Mariella De Stefano of Robinson, Sheppard, Shapiro who responded to me by an email dated May 11, 2015 in which she mentioned the "bankruptcy" of MMA, adding however, that an agreement in principle regarding the distribution of moneys had occurred between some parties. Said email further stated that the "trustee in bankruptcy" had fixed a bar date for the filing of the claims to June 2014. It was also explained that certain insurers had presented motions well after June 2014 seeking authorization to file late claims;
8. A subsequent e-mail was sent by Me De Stefano whereby she informed me that a judgment had been rendered on May 27, 2015 granting said motions thereby authorizing the insurers in question to file their claims long after the bar date;
9. By reason of my heavy schedule at the time, I responded to Me De Stefano only on July 10, 2015, asking her to prepare an assessment setting forth the eventual costs of presenting a motion to be presented before the Court seeking authorization to file RSA's claim in connection with the indemnity paid to Quebec 9079-7481 Quebec Inc. in the amount of 312 034.82\$;
10. My request was subsequently sent to Me Luc Fleurant, of Robinson, Sheppard, Shapiro who specializes in bankruptcy matters. He prepared the assessment which was eventually finalized and submitted to RSA in Mississauga on August 25, 2015. Said assessment has, of course, required a careful analysis of the motions of others insurers previously presented before the Court, of the judgment of May 27, 2015 and of the history of the Subway file in order to understand and set forth the reasons explaining the delay before filing a claim in MMA's reorganization;

11. The undersigned and, to the best of my knowledge, no representative at RSA's Mississauga office was in any manner aware of the motion that had been prepared in April 2015 for the Montreal office, or of the judgment dated May 27, 2015, before May 11, when I was advised of the motion and on July 10 when I was advised of the judgment by Me De Stefano.

AND I HAVE SIGNED:

Victor SHIWGOBIN.

SOLEMNLY DECLARÉD before me,
in Mississauga, the 24th day of the month of September 2015.

Commissioner of Oaths for the Province of Ontario.

Lorraine Marie Louise Leblond
a Commissioner, etc., Province of Ontario
for Royal & Sun Alliance Insurance
Company of Canada, and its affiliates.
January 26, 2018

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS
N° 450-17-000167-134

COUR SUPÉRIEURE
CHAMBRE COMMERCIALE

*Loi sur les arrangements avec les créanciers des
compagnies*

**DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
AVEC LES CRÉANCIERS DE :**

**MONTREAL, MAINE & ATLANTIQUE CANADA
CIE (MONTREAL, MAINE & ATLANTIC
CANADA CO.);**

Débitrice,

-et-

**RICHTER GROUPE CONSEIL INC.
(RICHTER ADVISORY GROUP INC.);**

Défenderesse,

-et-

**ROYAL & SUN ALLIANCE DU CANADA,
SOCIÉTÉ D'ASSURANCE;**

Requérante.

PIÈCE R-1

Preuve de réclamation de RSA au montant de 312 084,82 \$

RICHTER

CANADA
PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF ST-FRANÇOIS
COURT NO.: 450-11-000167-134
ESTATE NO.: 0000164-2013-QC

SUPERIOR COURT
(Commercial Division)
(Sitting as a court designated pursuant to the
Companies' Creditors Arrangement Act,
R.S.C. C. C-36, as amended)

IN THE MATTER OF THE PLAN OF COMPROMISE OR
ARRANGEMENT OF:

MONTREAL, MAINE & ATLANTIC CANADA CO.
(MONTREAL, MAINE & ATLANTIQUE CANADA CIE)

Petitioner

- and -

RICHTER ADVISORY GROUP INC.
(RICHTER GROUPE CONSEIL INC.)

Monitor

PROOF OF CLAIM

1) PARTICULARS OF THE CREDITOR AND ADDRESS WHERE NOTICES SHOULD BE SENT

Full legal name of the Creditor: ROYAL & SUN ALLIANCE INSURANCE (the "Creditor")

Full mailing address of the Creditor: 2225 ERIN MILLS PARKWAY S. 1000 MISSISSAUGA, ONTARIO L5K-2S9

Telephone number of the Creditor: 905 412 1172

E-mail address of the Creditor: ROXANNE.DAVIS@RSAGROUP.CA

Name of the authorized representative of the Creditor, if applicable: ROXANNE DAVIS

Full mailing address of the authorized representative: SAME AS ABOVE

Telephone number of the authorized representative: 1-800-268-8406 EXT 412 1172

E-mail address of authorized representative of the Creditor: SAME AS ABOVE

Title or capacity of authorized representative of the Creditor: SUBROGATION CLAIM REPRESENTATIVE

If the Creditor is an Estate, please complete the "Estate Information Schedule" attached.

2) DECLARATION

I have a claim against:

- Montreal, Maine & Atlantic Canada Co. (Canadian insolvency proceedings); or
- Montreal, Maine & Atlantic Railway, Ltd. (United States insolvency proceedings); or
- Both Montreal, Maine & Atlantic Canada Co. and Montreal, Maine & Atlantic Railway, Ltd.

T. 1-866-845-8958
F. 1-800-246-1125
mmaclaims@richter.ca

Richter Groupe Conseil Inc.
Richter Advisory Group Inc.
1981 McGill College
Montréal, QC H3A 0G6

Montréal, Toronto



3) CLAIMS FOR DAMAGES RELATING TO THE JULY 6, 2013 DERAILMENT IN THE TOWN OF LAC-MÉGANTIC (HEREINAFTER REFERRED TO AS DERAILMENT CLAIMS).

DERAILMENT CLAIMS ARE DEEMED TO BE FILED CONCURRENTLY IN BOTH THE CANADIAN (WITH RESPECT TO MONTREAL, MAINE & ATLANTIC CANADA CO.) AND THE UNITED STATES (WITH RESPECT TO MONTREAL, MAINE & ATLANTIC RAILWAY LTD.) INSOLVENCY PROCEEDINGS, BY THE FILING OF THE PRESENT FORM.

IMPORTANT – The categories of damages that may be claimed below are indicative only. Completing a proof of claim does not determine (i) that the type of claim is valid, well-founded and/or will be allowed, (ii) that any amounts claimed will be recognized as well-founded or that they will be allowed as valid claims, and (iii) that any claims allowed can or will be satisfied in whole or in part as a result of any of these proceedings. The Schedules attached to the present form are to assist you in providing particulars and a description of damages that you are claiming but are indicative only; they are not to be understood as suggesting that all categories of damages would apply to all persons affected by the derailment and they are not intended to limit the damages that may be claimed. You should complete and attach as many Schedules as necessary to provide a complete description of all of the damages that you are claiming.

For claims other than for damages relating to the July 6, 2013 derailment in the Town of Lac-Mégantic a detailed, complete statement of account must be attached to the proof of claim. Provide all particulars of the claim and supporting documents, including amount, description of transaction(s) or agreements(s) giving rise to the claim. The amount on the statement of account must correspond with the amount claimed on the proof of claim. The detailed statement of account must show the date, the invoice number and the amount of all the invoices or charges, together with the date, the number and the amount of all credits or payments. A statement of account is not complete if it begins with an amount brought forward. If the claim cannot be evidenced through a statement of account, the Creditor must provide a sworn affidavit providing all particulars of the claim, together with all supporting documents.

If the claim is in a foreign currency, it shall be converted to Canadian dollars at the Bank of Canada noon spot rate of exchange for exchanging currency to Canadian dollars on the Determination Date, namely August 8, 2013 (US \$1 = CA \$1.0348; 1 EURO = CA \$1.3857).

The proof of claim form must be received by the Monitor, Richter Advisory Group Inc., by June 13, 2014 at 5 p.m., Montreal Time (Claims Bar Date).

The proof of claim may be filed by regular mail, by fax, by messenger or by any other means of electronic mail addressed to:

**Richter Advisory Group Inc.
(In its capacity as Court-appointed Monitor of
Montreal, Maine & Atlantic Canada Co.)
Attention: Claims Department
1981 McGill College, 12th Floor
Montréal QC H3A 0G6
Facsimile: 1-800-246-1125
Email: mmaclaims@richter.ca**

Any claim sent by fax, by messenger or by any other means of electronic mail is deemed to be received by the Monitor upon receipt. Any claim sent by mail is deemed to be received by the Monitor at the post-mark date.

The proof of claim must be signed by the Creditor or its duly authorized representative and signed by a witness.

AMOUNT CLAIMED
AGAINST
MONTREAL, MAINE
& ATLANTIC
CANADA CO.

AMOUNT CLAIMED
AGAINST
MONTREAL, MAINE
& ATLANTIC
RAILWAY LTD.
(IF DIFFERENT)

If you are claiming damages resulting from the death of a person (details to be provided on **Schedule 1** attached hereto):

A. ECONOMIC AND MATERIAL DAMAGES
(from Schedule 1, pages 8 & 9)

CA\$ _____

CA\$ _____

B. OTHER DAMAGES
(from Schedule 1, pages 10 & 11)

CA\$ _____

CA\$ _____

If you are claiming damages resulting from bodily injuries not resulting in death (details to be provided on Schedules 2A and/or 2B attached hereto):

• If you are claiming damages resulting from bodily injuries suffered by yourself, complete **Schedule 2A**

C. ECONOMIC AND MATERIAL DAMAGES
(from Schedule 2A, pages 7 & 8)

CA\$ _____

CA\$ _____

D. OTHER DAMAGES
(from Schedule 2A, pages 9 & 10)

CA\$ _____

CA\$ _____

• If you are claiming damages resulting from bodily injuries suffered by someone else, complete **Schedule 2B**

E. ECONOMIC AND MATERIAL DAMAGES
(from Schedule 2B, pages 10 & 11)

CA\$ _____

CA\$ _____

F. OTHER DAMAGES
(from Schedule 2B, pages 12 & 13)

CA\$ _____

CA\$ _____

AMOUNT CLAIMED
AGAINST
MONTREAL, MAINE
& ATLANTIC
CANADA CO.

AMOUNT CLAIMED
AGAINST
MONTREAL, MAINE
& ATLANTIC
RAILWAY LTD.
(IF DIFFERENT)

If you are claiming damages (of individuals or businesses) other than those resulting from the death of a person or from bodily injuries (details to be provided on Schedules 3A and/or 3B attached hereto):

• If you are claiming damages suffered by an individual, complete **Schedule 3A**

- | | | |
|---|------------|------------|
| G. MATERIAL DAMAGES TO PROPERTY
(from Schedule 3A, pages 6 & 7) | CA\$ _____ | CA\$ _____ |
| H. DAMAGES FOR LOSS OF USE OF PROPERTY
(from Schedule 3A, pages 10 & 11) | CA\$ _____ | CA\$ _____ |
| I. DAMAGES FOR LOSS OF INCOME
(from Schedule 3A, pages 13 & 14) | CA\$ _____ | CA\$ _____ |
| J. OTHER DAMAGES
(from Schedule 3A, pages 15 & 16) | CA\$ _____ | CA\$ _____ |

• If you are claiming damages suffered by a business, complete **Schedule 3B**

- | | | |
|---|-----------------------------------|------------|
| K. MATERIAL DAMAGES TO PROPERTY
(from Schedule 3B, pages 5 & 6) | CA\$ _____ | CA\$ _____ |
| L. DAMAGES RESULTING FROM LOSS OF USE
OF PROPERTY
(from Schedule 3B, pages 10 & 11) | CA\$ _____ | CA\$ _____ |
| M. BUSINESS DAMAGES <u>NOT</u> RESULTING FROM
LOSS OF USE OF PROPERTY
(from Schedule 3B, pages 14 & 15) | CA\$ _____ | CA\$ _____ |
| N. OTHER DAMAGES
(from Schedule 3B, pages 16 & 17) | CA\$ _____ | CA\$ _____ |
| O. If you are an insurer and have a subrogated claim,
complete Schedule 4 (from page 1) | CA\$ <u>312 084.⁵²</u> | CA\$ _____ |
| P. If you are a government or municipality,
complete Schedule 5 (from page 6) | CA\$ _____ | CA\$ _____ |
| Q. If you have a contribution or indemnity claim,
complete Schedule 6 | CA\$ _____ | CA\$ _____ |

4) ALL CLAIMS, OTHER THAN DERAILMENT CLAIMS, AS OF AND INCLUDING AUGUST 7, 2013 (DEEMED TO BE FILED ONLY IN THE CANADIAN INSOLVENCY PROCEEDINGS) (details to be provided below and on Schedule 7 attached hereto):

(check and complete appropriate box)

UNSECURED CLAIM OF CA\$ _____

That in respect of this debt, the Creditor does not hold any assets of the Petitioner as security.

Regarding the amount of CA\$ _____ the undersigned does not claim a right to a priority.

Regarding the amount of CA\$ _____ the undersigned claims a right to a priority under section 136 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada) or would claim such a priority if the current proof of claim were filed pursuant to the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada).

SECURED CLAIM OF CA\$ _____

That in respect of this debt, the Creditor holds assets of the Petitioner valued at CA\$ _____ as security, particulars of which are as follows.

(Give full particulars of the security, including the date on which the security was given and attach a copy of the security documents)

CLAIM BY WAGE EARNER (ONLY OF MONTREAL, MAINE & ATLANTIC CANADA CO.) ATLANTIC CANADA CO.) CA\$ _____

consisting of:

Unpaid wages of CA\$ _____

Unpaid vacation pay CA\$ _____

5) TIME LIMIT FOR FILING OF CLAIM

Pursuant to the Claims Order granted by the Superior Court on April 4, 2014 ("Order"), the Claims Bar Date has been fixed to June 13, 2014 at 5:00 P.M., Montréal Time.

Creditors who have not filed a proof of claim with the supporting documents by the Claims Bar Date in compliance with the Order will receive no other notice, and unless a new Order is rendered by the Superior Court, (i) shall NOT be entitled to participate as a creditor in the proceedings, (ii) shall NOT be entitled to vote on any matter relating to these proceedings, including the Plan of compromise or arrangement of Montreal, Maine & Atlantic Canada Co. (the "Plan") and the Plan of Reorganization in the Chapter 11 proceedings, (iii) shall NOT be entitled to assert any claim against Montreal, Maine & Atlantic Canada Co. and Montreal, Maine and Atlantic Railway, Ltd. (iv) and shall NOT be entitled to receive any distribution under the Plan or under the Plan of Reorganization in the Chapter 11 proceedings.

Dated at MISSISSAUGA this 18 day of September 2014/2015

X _____
Signature of the Witness

X _____
(Signature of the Creditor or of its authorized representative)
(This form is completed and sworn under penalty of perjury)

X _____
(Please print name)

ROXANNE DAVIS
(Please print name)

SCHEDULE 4

MONTREAL, MAINE & ATLANTIC CANADA CO. / MONTRÉAL, MAINE & ATLANTIQUE CANADA CIE
MONTREAL, MAINE & ATLANTIC RAILWAY, LTD. / CHEMIN DE FER MONTRÉAL, MAINE & ATLANTIQUE

SCHEDULE 4 TO PROOF OF CLAIM FORM
TO BE COMPLETED ONLY IF YOU ARE FILING A SUBROGATED INSURER CLAIM
DIRECTLY RELATED TO DAMAGES SUSTAINED AS A RESULT OF THE JULY 6TH DERAILMENT
IN LAC-MÉGANTIC

1. Name of Creditor (Insurer): ROYAL & SUN ALLIANCE INSURANCE
 2. Amount of claims paid and to be paid in virtue of property insurance policies: (From page 2) CA\$ 312 084.82
 3. Amount of claims paid and to be paid in virtue of liability insurance policies: (From page 3) CA\$ _____
 4. Amount of claims paid and to be paid in virtue of life insurance policies: (From page 4) CA\$ _____
 5. Amount of claims paid and to be paid in virtue of disability insurance policies: (From page 5) CA\$ _____
 6. Amount of claims paid and to be paid in virtue of any other form of insurance policies: (From page 6) CA\$ _____
- Total Subrogated Insurer's Claim**
(Enter on line O. on page 4 of proof of claim form) CA\$ 312 084.82

(Provide details of all insurance claims paid subsequent to the derailment including designation of insured, address, type of insurance, policy number, amounts paid out and under what coverage on the attached schedules – Complete additional pages as necessary. In addition, include copies of the insurance claims presented to you and copies of any cheques issued related to an accepted claim).

SCHEDULE 4

7. Please provide full details of any insurance payments made to policy holders as a result of the derailment in virtue of property insurance policies:

Name of policy holder(s)	Category of risks covered and dates of coverage	Amount of insurance	Policy #	Name of Beneficiary and Description of claim paid	Payment amount (CA\$)	Indicate depreciation value
(1) 9079-7481 Q. INC	ALL RISKS	\$1,000,000	(24325)	9079-7481 Q. INC	5683 ⁰⁰ *	LOSS OF STOCK
(2)	RELATED TO				179 056*	REINSTALLATION
(3)	FIRE HAZARD		#0037212979			OF EQUIPMENT
(4)					131 194*	BUSINESS
(5)						INTERUPTION
(6)					1 100*	FEES

8. Are there any outstanding insurance claims in virtue of property insurance policies? If yes, list the outstanding claims and the amounts of future payments to be made or an estimate, if the amount has not yet been determined:

Name of policy holder(s)	Category of risks covered and dates of coverage	Amount of insurance	Policy #	Name of Beneficiary and Description of claim paid	Future Payment amount (CA\$)	Indicate depreciation value
(1) N/A						
(2)						
(3)						
(4)						
(5)						
(6)						

Total paid and estimated to be paid for property insurance claims

CA\$ 312 084⁸²

* Reference is made to proof of payment and supporting documentation annexed herewith

LIST OF SCHEDULES TO PROOF OF CLAIM OF RSA

- Schedule #1:** Insurance certificate;
- Schedule #2:** Cheque information detailing the four payments to the Insured;
- Schedule #3:** Fees, RCMP, \$1,100.00;
- Schedule #4:** Report #1;
- Schedule #5:** Report #2;
- Schedule #6:** Report #3;
- Schedule #7:** Report #4;
- Schedule #8:** Report #5;
- Schedule #9:** Report #6;
- Schedule #10:** Report #7;
- Schedule #11:** Report #8;
- Schedule #12:** Report #9;
- Schedule #13:** Report #10;
- Schedule #14:** Report #11.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS
N° 450-17-000167-134

COUR SUPÉRIEURE
CHAMBRE COMMERCIALE

*Loi sur les arrangements avec les créanciers des
compagnies*

**DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
AVEC LES CRÉANCIERS DE :**

**MONTREAL, MAINE & ATLANTIQUE CANADA
CIE (MONTREAL, MAINE & ATLANTIC
CANADA CO.);**

Débitrice,

-et-

**RICHTER GROUPE CONSEIL INC.
(RICHTER ADVISORY GROUP INC.);**

Défenderesse,

-et-

**ROYAL & SUN ALLIANCE DU CANADA,
SOCIÉTÉ D'ASSURANCE;**

Requérante.

PIÈCE R-2

Claim notes

I/S Contact Info Listed

Oil Train Derailed And Explosion And Fire Caused Dmg To Restaurant.

Jacket Made For Dan Hebert

Daniel Hebert (R334592)

-Rec'D And Reviewed New Claim. The Insured Carries A Manuscript Wording Policy Under The Subway Programme. The Current Policy Period Runs From June 30 '12 Until July 15 '13. Confirmed Policy Limits As Follows:

Poed: \$1,000,000.00

Co-Insurance: 90%

Deductible: \$1,000.00

-The Insured Has Been With Rsa For 3 Years. No Prior Loses Reported.

-Verified The Crawford Cms Web Portal And Confirmed That Their File Number Is 2730764. Line Menard Appears To Be The Adjuster Assigned. A Call Has Been Made To Insured (A Message Was Left). Sending An Email To The Account Manager Theresa Estrella Advising Of Our Claim Number.

Jul 11, 2013

Daniel Hebert (R334592)

-Rec'D The Following Email From The Handling Adjuster At Crawford

"Good Morning,

Yesterday At The End Of The Day, I Reach The Insured (Mr. Veilleux) And He Told Me That His Restaurant Is Not Accessible And He Don'T Know For How Long. He Will Advise When The Restaurant Will Be Accessible. He Decided That For Now, All His Employees Will Be On Vacation And Got Enough Money For 1 Month Of Pay.

Regards

Luc Gnocchin"

-Crawford's File Number Is 2730764.

-Another Email From Crawford:

"Good Afternoon,

Monsieur Jean-Yves Bernier Will Be The Adjuster In Charge. The Insured Was Advised This Morning.

Regards.

Luc Gnocchini"

Jul 13, 2013 Daniel Hebert (R334592)

-Rec'D An Email From The I/A With The Following Status Update:

"Good Morning,

I Was In Lac MéGantic Sunday To Tuesday And I Had Access To The Sector Where Is Located The Subway. It Is In What They Called The "Yellow Zone".

There Is No Physical Damage To The Premises. The Loss Of The Insured Will Be Limited To Their Stock And Business Interruption. Yellow Zone Should Be Open Today Or Tomorrow We Spoke With The Insured And A Meeting Will Be Held Next Week. Meanwhile Should The Insured Get Access He Will Proceed With The Destruction Of The Food, Will Make A Detailed Inventory And Will Take Photographs. I Will Keep You Informed I Will Prepared A Preliminary Report After The Next Week Meeting Have A Good Day

Jean Yves Bernier, Baa, Paa"

Jul 29, 2013 Line Michaud (R332300) Reviewed This File With Daniel
Coverage Is In Place Her The Proximate Cause Is The Derailment And In
Turn Caused The Explosion
I Left Message With The I/A To See If We Rent The Building Or Not
As Well We Need Full Copy Of All Endorsements On This Policy To See
The Ful Exposure

Jul 31, 2013 Bradley Barnett (R912162) -- ReçU Appel De Courtier Lina @ Aon; Elle Cherchait Les CoordonnéEs
De L'Expert En Sinistres @ Crawford:

-- NuméRo: (514) 748-7300, Poste 7656
-- Courriel: Jeanyves.Bernier@Crawco.Ca

Sep 6, 2013 Daniel Hebert (R334592) I/A Report One Includes:

1) Photographs

Description Or Risk

-The I/A Notes That The Insured Has Occupied His Space As Subway
Restaurant Since May 1 '08. The Owner Mr. Veilleux Made Various
Improvements & Betterments To The Property Since Them.

Description Of Loss

-The I/A Notes That The Montreal Main Atlantic Reailway (Mma) Is A
Rail Company That Specializes In Moving Oil Products From Montreal
East Through The State Of Maine And To The Irving Oil Plant In
Saint-John, Nb. Lac-Megantic Is A Regular Route From Mma. On July 5

'13 Five Locomotives Pulling 72 Tank Cars Arrived At A Neighboring Municipality Called Nantes. The Train Engineer Left The Train Running And Unattended. He Went Away For A Few Hours Of Rest / Sleep. Apparently This Was Done Previously By The Engineer. The Time Was 11:00 Pm. Later On A Local Resident Called The Fire Department To Report Of A Fire At The Front Locomotive. The Nantes Fire Department Attended And Extinguished The Blaze In About 45 Minutes Time. The I/A Notes That When A Fire Of This Nature Occurs Then The Locomotive Must Be Turned Off. The I/A Comments That It Appears That A Representative Of Mma Was On Site And Advised The Nantes Fire Department That They Could Return To Their Fire Hall As Everything Was O.K Once The Fire Was Extinguished. The I/A Notes That When The Locomotive Was Shut Off The Air Brakes Would Deflate. Thirty Minutes After The Fire Fighters Left The Locomotive Started To Move Rolling Down The Slop From Nantes To Lac-Megantic. The I/A Notes That The Train Picked Considerable Speed As It Made It's Way To Lac Megantic Where Is Derailed And An Explosion Of The Oil In The Tanker Cars Occurred Destroying Most Of The Downtown Of Lac-Megantic. The Fire Burnt For Three Days.The I/A Notes That A Large Portion Of Lac-Megantic Was Evacuated.

Amount Of The Loss

-The I/A Confirms That The Insured's Restaurant Is Located In The Yellow Zone. No Physical Destruction Occurred To The Restaurant. The Explosion Caused Damage To Hydro Quebec Installation Which Knocked Off Power To The Entire Section Including The "Yellow" Section. The Insured's Refrigerated Stock Was Spoiled And Will Need To Be Thrown Out. The I/A Notes That He And The Insured Were Accompanied By A Qpp Officer On July 17 '13 As They Could Not Enter The "Yellow" Zone Unaccompanied.

-The I/A Notes That An Oil Byproduct Known As Benzene. Acceptable Levels Is 0.1 Ppm. The Area Of The Insured's Restaurant Including The Restaurant Registered A 5.0 Ppm. The Doors To The Restaurant Were Opened To Air Out The Premises. Local Authorities Have Indicated That Their First Priority Was To Get The Local Residents Who Had Been Forced Out Of Their Homes Back To Their Houses. The I/A Notes That Oil May Have Migrated Through A Former River Bank From The Explosion Site To An Area Near The Insured's Premises. Oil May Have Migrated To Underneath The Insured's Building. Further Investigation And Testing Needs To Be Done To Confirm Same.

-The Local Business Owners And Municipal Authorities Had Several Meeting And Indicated That A Temporary "Commercial Center" May Be Constructed Else Where In Lac-Megantic. The I/A Notes That 40% Of The Town Commercial Activity Was Affected By This Occurrence.

Subrogation

-The I/A Will Comment On Subrogation In Detail In His Next Report. Mma Appears To Be Insured Through Excel Insurance. They Have Retained Eddy Zajac In Independent Adjuster To Investigate. A Notice Letter Was Sent To The The City Of Nantes Placing Them On Notice To Protect The 15 Days.

Reserves:

Stock: \$10,000.00
Business Interruption: \$75,000.00
Expense: \$10,000.00
Total: \$95,000.00

-Sending Diary To Team Leader For Tier 1 Approval.

Sep 9, 2013 Daniel Hebert (R334592) -Rec'D The I/A's Interim Fee Account. Reviewed Same And It Appears In Order. Paying Crawford & Company \$2,193.13.

Sep 16, 2013 Joseph Seli (R333737) Recd Call From The I/A, To Confirm Costs For Moving Of Property Out Into Storage As Location Of Insured Store, Not Available Till 2014

Marina Gomez (R916428) --Rec'D Call From I/A - Jean Bernier (Crawford)...Calling To Speak With Dan H...Advised Dan H. N/A This Week..Advised Will Refer To TI - Line Michaud For Assistance...Jean Advised It Is Urgent & Provided Me With His Tel # Of 514-748-7300 Ext 7656...Walked Msg Over To Line

Oct 7, 2013 Daniel Hebert (R334592) -Rec'D Via Email The I/A's 2nd Report. I/A Report Includes:

1) Md & D Loss Profits Report

Adjustment Of Loss

-The I/A Notes That It Is Possible That The City Centre Will Be Reconstructed And Some Downtown Will Be Torn Down. Some Of Land Will Have To Be Decontaminated From The Oil That Leaked Into It. The I/A Confirms That The Downtown Will Not Be The Same With The Closure Of Other Large Retail Stores Such As Metro, Dollarama And Jean Coutu. The Insured's Business Will Be Affected Accordingly. The Insured Will Probably Move His Business In Response To This. The Insured Has Had Preliminary Discussions With City Representatives To Lease A New Location Within The "New Downtown" Which Is Being Constructed And Will Be Ready At By Dec. '13. Other Business People Have Expressed A Desire To Have A Subway Within Their Buildings.

Business Interruption

-Md & D Was Retained To Calculate The Insured's Business Interruption Loss. A Calculation Was Done For Up To Oct 1 '13. The I/A Is Recommending Issuing A Total Payment Of \$60,683.15 To The Insured. This Payment Is Broken Down As Follows:

Business Interruption: \$60,000.00

Stock Loss: \$5,683.15

Less Deductible: \$5,000.00

Total: \$60,683.15

-Issuing This Payment And Mailing It To The I/A's Office.

Nov 18, 2013 Daniel Hebert (R334592)

-Rec'D The I/A's 3rd Report. I/A Report Includes:

- 1) Signed Interim Proof Of Loss
- 2) Photographs

Adjustment Of Loss

-The I/A Notes That The Cleanup Of The Contamination Will Take Longer Than Originally Thought. At This Point The Best Case Scenario For The Insured To Reopen Is December Of 2014. The I/A Also Confirms That The Insured Will Not Be Able To Open Up In A Temporary Location That The City Was Going To Set Aside. The I/A Confirms That Subway Corporate Does Also Have A Say On A New Location For The Insured. The Insured Has Moved All His Equipment Out Of His Restaurant And They Are Being Kept In Stroage Pending Opening Of The Insured's New Location. The I/A Confirmed With City Officials That The Construction Of The New Downtown Is Scheduled To Be Completed By Dec. 2014.

-File Will Need To Go To Large Loss. Preparing Large Loss Form

Nov 21, 2013	Daniel Hebert (R334592)	-Attended Large Loss And The Reserves Were Approved, Posting Same.
Nov 25, 2013	Gillian Moorecroft (TLC5025)	Added Cat Code 441 To This Loss.
Dec 9, 2013	Daniel Hebert (R334592)	-Rec'D Via Email The I/A's Interim Fee Account. Reviewed Same And It Appears In Order. Paying Crawford & Company \$1,366.40.
Dec 10, 2013	Daniel Hebert (R334592)	-Rec'D Via Email The I/A's 4th Report. I/A Report Includes: 1) Md & D Correspondence Adjustment Of Loss -The I/A Notes That The Insured Will Not Be Allowed To Re-Open (At Insured) Until The Summer Of 2015. The City Wishes To Make Certain That The Debris And Contaminants Are Cleaned Up. The I/A Confirms That New Downtown Being Planned And Built By The City Will Not Be Ready Until December Of 2014. Occupancy Could Begin In Jan. 2015. The Insured Could Lease One Of The New Buildings Being Built And Resume His Operations. The I/A Notes That The Insured Is In The Process Of Negotiating And Eventually Signing A New Lease For One Of Newly Built Unit / Building. The I/A Is Recommending Issuing A Further Payment On The Profits Loss. The Amount Does Not Seem To Add Up. Sending A Diary To The I/A To Clarify. -An Invoice From Md & D For \$9,635.48 Remains Unpaid. Invoice Never Provided By The I/A. Printed Same From Crawford Cms Web Portal. Paying Same.
Jan 17, 2014	Daniel Hebert (R334592)	-Sent An Email To The I/A Re: Clarification From Md & D.
Jan 25, 2014	Daniel Hebert (R334592)	-The I/A Has Sent Via Email A Response From Md & D. The Accountant

(Phillippe Couture) Writes That He Has Separated The Profit Of The Insured And Royalties Paid To Subway (Franchisor). He Is Treating This As Standing Charges And Adding It To The Gross Profit. Subway Corporate Is Not A Named Insured Under Our Policy. The Gross Profit Was Separated Under The Assumption Subway Corporate Was A Named Insured Under Our Policy. Md & D Has Calculated A Profits Loss Of \$108,125.80 For The Period Of July 7 To Dec. 31. We Have Already Advanced \$\$60,683.15 Leaving \$47,442.65 Payable To The Insured. Diary Being Sent To Team Leader For Payment Approval.

Jan 27, 2014 Daniel Hebert (R334592) -Rec'D Diary From Team Leader Approving The Payment Of \$47,442.65 To The Insured. Issuing Same And Mailing It To The I/A's Office.

Feb 10, 2014 Daniel Hebert (R334592) -Rec'D Via Email The I/A's 5th Report. I/A Report Includes:

1) Signed Interim Proof Of Loss Form

Adjustment Of Loss

-The I/A Confirms Reception Of Our Last Payment And An Interim Proof Of Loss Has Been Obtained. The I/A Notes That The Negotiations Between The Insured And The City Of Lac Megantic Have Concluded And The Insured Will Be Leased A New Location In Lac Megantic's New "Downtown". A Formal Lease Will Be Signed By Mid-February '14. The I/A Notes That The Cost Associated With The Construction And Installation Of The Equipment Of The New Restaurant Will Be Be Approx. \$100,000.00. The I/A Is Asking For Clarification If Our Policy Will Respond. The I/A Notes That The Current Tenants Improvements / Betterments Were Not Destroyed But The I/A Notes That The Insured Is Not Allowed Back As Per The Civil Authorities. Called U/W Team Leader And Left A Message To Confirm If The Insured Carries Extra Expense. -Spoke U/W Team Leader Mark Prosser And He Will Confirm If There Are

Any Additional Forms Applicable To The Extra Expense. He Will Call Me Back.

Apr 3, 2014 Daniel Hebert (R334592)

-Verified The Crawford Cms Web Portal. Confirmed That The I/A Has Dictated His 6th Report On March 29 '14. Copy Of Same To Follow Shortly.

Apr 29, 2014 Daniel Hebert (R334592)

-Rec'D Via Email The I/A's 6th Report. I/A Report Includes:

1) Md & D Profits Loss Report

Adjustment Of Loss

-The I/A Notes That The Location That The Insured Was Supposed To Lease For Their Business Has Been Given To Another Business. The I/A Has Been Is Currently In Negotiations For Another Location However The I/A Does Not Expect The Insured To Be Up And Operational By May Of 2014 As Originally Believed With The Other Location. The Tentative Date Is Now July 2014. The I/A Notes That There Is An Expectation For Rsa To Cover The Cost Of Relocating The Insured's Equipment To Their New Location Plus The Cost Related To The Construction Of The New Location. Will Need To Review This Further. The I/A At This Time Is Recommending Issuing A Payment Of \$50,791.27 To The Insured. Md & D Has Presented A Report Confirming The Insured's Business Interruption Loss From July 7 '13 Until April 1 '14 Is \$158,917.07. We Have Advanced \$107,442.65 Leaving \$51,474.42 Payable. The I/A Has Included The Payment Of \$683.15 We Paid For The Stock. Sending Diary To Team Leader For Payment Approval And To Discuss The Expectation Of The Insured Regarding Relocation Cost.

May 1, 2014 Daniel Hebert (R334592)

-Rec'D A Diary From Team Leader Approving The Payment Of \$51,474.42. This Payment Is Being Mailed To The I/A's Office.

- May 16, 2014 Daniel Hebert (R334592) -Spoke To The I/A. He Notes That The Insured Is Requesting We Cover The Cost Of Betterments / Improvements At His New Location In The New Downtown Constructed By The City. The Estimated Cost Is Approx. \$40,000.00 To \$45,000.00. The Building Which Housed The Insured's Business Prior To This Loss Will Be Torn Down By The City At A Yet To Be Determined Date. The Building Cannot Be Occupied As A Result Of An Order From The Civil Authority. Will Review The Policy.
- May 24, 2014 Daniel Hebert (R334592) -Rec'D The I/A's Interim Fee. Reviewed And It Appears In Order. Diary To Team Leader For Payment Approval.
- May 26, 2014 Daniel Hebert (R334592) -Rec'D A Diary From Team Leader Approving The Payment Of \$649.60 To Crawford & Company. Issuing Payment For Same.
- Jun 5, 2014 Daniel Hebert (R334592) -U/W Has Not Responded Back With Their Interpretation Of Section 6. B. (D) (ii). This Section Stipulates That The Insurer Will Pay For The Cost Of Replacing Tenant Improvements When The Insured Relocates To Another Building. In This Case The Insured Will Not Be Allowed Back Into His Old Premises. This Is A Civil Authority Order.

-Calling The I/A @ 514-748-7300 X 7656. Left A Message Confirming The Above.
- Jul 31, 2014 Sunni Duff (R336184) Report 7 In From Adj
 With Interim Proof For Payment 51, 474.42
 Disc Between Insd And Auth Of Ville De Lac Megantic Have Finally Reached An End A Lease Has Been Signed Allowing The Insd To Occupy A Local Within The New Centre Built By The City.
 Copy Of T He Signed Lease Is Attached.
 Conf Conv With Daniel Relocation Costs, Including Costs Related To Construction Of This New Local, Plus Installation Of Equip
 Wold Be Cov'D And He Has Advised Insd.

He Rec'D From Insd Quotes For Equip To Be Installed And/Or Construct
 Ion Of The Local
 Adj's Review Of Same Appears The Restaurant Is Bigger Than Original
 Any Upgrading Would Be The Insd's
 Doc's He Has Now From Insd Is Incomplete Rather Than Sending To
 Us He Has Asked Insd To Prov'D Him With Complete Details Of His
 Claim Demand, Along With All Supporting Doc's Advising That What He
 Has Rec'D Contains Duplications And Overlapping.
 Insd To Prov'D Same
 Once Rec'D Will Report
 Insd Is Also Presenting Claim For Bus Int Prepared By His Own Acct
 Once Rec'D Adj Will Compare With Report He Has From Our Acct Md& D
 Which He Supplied To Us In His Prev Report.
 Adj To Keep Us Posted

Sep 12, 2014 Daniel Chan (R333755)

File Reconciliation Completed
 Authorized To Put Up Loss Reserve For \$80k

Sunni Duff (R336184)

Interim Fee In From I/A
 Inv 2394765 1 Amt 739.20
 Incurred Exceeds My License Sending To T/L For P/A

Sep 29, 2014 Daniel Hebert (R334592)

-Rec'D Via Email The I/A's 8th Report.

Adjustment Of Loss

-The I/A Has Been In Communication With The Insured Mr. Veilleux. He
 Noted That The Insured's Claim Demand Will More Than Likely Be
 Communicated / Sent To His Office Shortly. The Insured Has Requested
 That The I/A Meet Him In Lac Megantic. I/A Seeking Our Approval For
 Same. This Is Large Loss And I Don'T See Any Problem Allowing The I/A
 To Attend One More Time. Sending An Email To The I/A.

Oct 7, 2014	Daniel Hebert (R334592)	<p>-Rec'D Via Email The I/A's Interim Fee Account (Entries Prior To Sept. 1 '14). Reviewed And It Appears In Order. Diary Sent To Team Leader For Approval To Issue Payment Of \$288.60 To Crawford & Company.</p> <p>-Rec'D A Diary From Team Leader Approving The Payment Of \$288.60 To Crawford & Company. Issuing Payment For Same.</p>
Nov 18, 2014	Daniel Hebert (R334592)	<p>-Rec'D Via Email Bottomline's Bill Analysis Report Of The I/A's Interim Fee. They Are Recommending Paying Crawford & Company \$1,558.90. Reviewed And It Appears In Order. Sending Diary To Team Leader For Payment Approval.</p> <p>-Rec'D A Diary From Team Leader Approving The Payment Of \$1,558.90 To Crawford & Company. Issuing Payment For Same.</p>
Dec 2, 2014	Daniel Hebert (R334592)	<p>-Logged Into The Crawford Cms Web Portal. Confirmed The I/A Has Dictated Her 9th Report. Copy Of Same To Follow.</p>
Jan 23, 2015	Daniel Hebert (R334592)	<p>-Rec'D Via Email The I/A's 10th Report. I/A Report Includes:</p> <ol style="list-style-type: none">1) Photographs2) Various Receipts / Invoices3) Md & D Report4) Md & D Fee Invoice - \$3,530.88 <p>Adjustment Of Loss</p> <p>-The Insured Has Submitted Various Invoices / Receipts For The Reconstruction And Purchase Of Various Items For Their New Location. The I/A Is Recommending Issuing A Payment Of \$152,434.60 To The Insured Net Of The Previous Payments Made To Conclude The Insured's Loss. The I/A Is Also Including A Professional Fees Allowance Of \$1,100.00 However There Does Not Appear To Be Any Supporting</p>

Documentation For Same. Sending An Email To The I/A.

Feb 5, 2015 Daniel Hebert (R334592)

-Rec'D An Email From The I/A's Office With Missing Invoice For The Professional Fees Of \$1,100.00. Sending Diary To Team Leader For Payment Approval Of \$152,434.60 To The Insured & \$3,530.88 To Md & D For Their Fee Invoice.
 -Rec'D A Diary From Team Leader Approving The Payments Of \$152,434.60 To The Insured And \$3,530.88 To Md & D. Issuing Both Payments.

Feb 9, 2015 Daniel Hebert (R334592)

-Rec'D Via Email Bottomline's Bill Analysis Report Of The I/A's Interim Fee. They Are Recommending Paying Crawford & Company \$1,023.40. Reviewed And It Appears In Order. Diary To Team Leader For Payment Approval.
 -Rec'D A Diary From Team Leader Approving The Payment Of \$1,023.40 To Crawford & Company. Paying Same.

Mar 6, 2015 Daniel Hebert (R334592)

-Rec'D Via Email The I/A's 11th & Final Report. I/A Report Includes:

1) Signed Proof Of Loss Form

Adjustment Of Loss

-The I/A Has Received The Signed Final Proof Of Loss.

Subrogation

-The I/A Notes That A Subrogated Recovery Is Very Unlikely Given That Several Parties Could Be Held Liable From The Railway Company To Governmental Agencies. The I/A Notes That An Attorney Michel Green Of Robinson Sheppard Shapiro In Montreal Have Been Retained By Several Insurer To Represent Them In Subrogated Actions. The Railway Company Has Declared Bankruptcy.

-I/A's Final Fee To Be Submitted Via Bottomline.

Apr 6, 2015 Daniel Hebert (R334592) -Rec'D Via Email Bottomline's Bill Analysis Report Of The I/A's Fee. They Are Recommending Paying Crawford & Company \$238.00. Reviewed And It Appears In Order. Diary To Team Leader For Payment Approval.

Apr 8, 2015 Daniel Hebert (R334592) -Rec'D A Diary From Team Leader Approving The Payment Of \$238.00 To Crawford & Company. Issuing Payment For Same.
-Sending File To The Subrogation Department.

Apr 9, 2015 Roxanne Davis (R332979) File Recd In Subro And Placed In Adjuster's Bin.

May 8, 2015 Victor Shiwgobin (R333443) Subro Review.
Comm Property File
Loss Due To Montreal Main Atlantic Railway Inciden Which Occurred In July 2013
*
Insd's Suffered Business Interpt' Loss.
**
Based On Details, We Have Paid Out A Total Of \$312,034.82 In Losses Due To Bi Resulting From This Incident.
**
We Have Also Paid Out \$21,223.59 In Fees Relating To I/A And Experts Services.
**
Fist Party Claim Is Concluded.
Notes Indicate That Michael Green At Robinson Sheppard Shapiro In Quebec, Has Been Retained By Multiple Insurers To Represent Them In This Matter.
However Notes Do Indicate That Montreal Main Atlantic Has Since Filed For Bankruptcy.

**

Emailed Sol
 Michael Green At Robin Sheppard
 Mgreen@Rsslex.Com

**

Advised I Was Following Up Regarding The Mma Incident,
 Advised I Was Told He Was Counsel Representing Multiple Insurers In
 This Matter.
 Asked Him To Confirm If Matter Is Still Opened, If So I Would Like To
 Include My Claim For Subro Purposes.
 It Is Stated That Mma Has Filed For Bankruptcy.

Subro Reserves- This Is A Large Loss
 At This Point Will Not Amend Subro Reserves Until A Response Is Recd
 From Sol
 If Matter Is Stil Opened And Avenue Exist, Will Complete Laf And Send
 File Over For Review And To Proceed.

May 21, 2015 Wendy Taylor-Wong (R336279) 2015 Subro Reserve Recon Completed - Increasing Subro Reserve To \$1000
 Pending Confirmation From Sol If Judge Grants Motion And Then We Can
 Add Our File. No Expense Required As Solhas Not Taken On Our File Yet,
 They Are Just Keeping Us Updated To See If Its Worth Sending Through.

Jul 10, 2015 Victor Shiwgobin (R333443) Confirmation Recd From Mariella De Stefano At Robinson Sheppard
 Shapiro

*

She Notes That Judgment Was Renedered
 However It Allowed For Those Insurer Who Had Not Filed Claims In A
 Timely Manner To File Claims Outside Of The Delays.

Her Email Is Noted Below.

Good Morning Victor

I Hope That All Is Well. I Wanted To Inform You That The Judgment Was Rendered Allowing Those Insurers Who Had Not Filed Claims In A Timely Manner To File Claims Outside The Delays. The Judge However Stressed That By Allowing Those Claims Does Not Mean That All Future Tardy Claims Will Be Allowed. Each Will Be Analysed And Will Depend On The Circumstances Of Filing Late.

One Of The Insurers Is Rsa (For 2.1 Million). I Have Included Herewith A Copy Of The Judgment As Well As A Copy Of A Motion To File Outside The Delays Presented By The Law Firm Of Carter Goudreau On Behalf Of Rsa. I Do Not Know Whether Your E-Mail Below Is For Additional Amounts Claimed Or Are Included In That Motion. If The Claim Is For Amounts Other Than Those Addressed In The Motion Then, It Would Be More Cost Efficient To Have Carter Goudreau Attempt To Add The Additional Amounts When They File The Claims (Without Making A Motion) As Per The Judgment Since They Are Already Acting On Behalf Of Rsa. The Lawyer Is Guy Leblanc (418-628-1800).

Kindly Advise If This Is Satisfactory To You, If Not, It Will Be A Pleasure For Us To Assist You.

Kind Regards.

Mariella De Stefano

**

Responded To Her.

Good Morning Mariella
Thank You For The Update And I Do Apologize About My Late Response.

I Don'T See Any Evidence That The Claim I Am Inquiring About Was
Included Within The Other Rsa Claims For 2.1 Million.
I Would Like To Move Forward An Attempt To Include The Amount Of
\$333,258.41 Relating To Claim# 16359686.
That Amount Would Include \$312,034.82 Paid In Losses And \$21,223.59
Paid In Expect Cost And Fees.

I Will Complete The Laf And Send A Copy Of The File Over For A Budget
To Move Forward.
Please Do Let Me Know If You Require Any Further Info.

Thank You Again.

Victor Shiwgobin
Sent File Jacket To Support To Be Copied.

Jul 27, 2015 Victor Shiwgobin (R333443)

Copy Of File Recd From Support.
Completed Laf To Robinson Sheppard Shapiro In Montreal.

*

Sent File Over With File Notes

Requested Opinion And Budget To Proceed.

*

Based On My Prior Correspondence We Would Still Be Able To File The
Claim, However It Would Be Up To The Judge To Determine If It Would Be
Allowed Or Not, It Would Depend On The Reason For The Delayed Filing.
Subro Reserves Was Set At \$1000 By Wendy.
Will Leave At The Same For Now, It Is Unk If The Judge Will Allow The
Filing Of This Claim At This Stage.

Aug 20, 2015 Victor Shiwgobin (R333443) Email Recd From Counsel At Rss
Luc Fleurant

From: Luc Fleurant [Mailto:Lfleurant@Rsslex.Com]
Sent: Wednesday, August 19, 2015 5:32 Pm
To: Victor Shiwgobin
Subject: Subway,Lac Megantic

Good Afternoon Mr Shiwgobin.
In Order To Evaluate The Cost Of Preparing A Motion To Be Authorised
To File A Late Claim In The Arrangement File Of Mma,For Which Mariella
Destefano Requested My Assistance,I Would Appreciate If You Could
Forward To Mr Daniel Hebert The Documentation That Mariella Sent To
You On Or About July 10th (Judgement Of The Court And
Motion+Affidavit By Representatives Of Rsa) For Perusal,So That He
Should Call Me Up Afterwards To Discuss That Matter In View Of
Presenting A New Motion To The Court.My Direct Line Number Is 514 393
7401.Thank You In Advance For Your Cooperation.

Luc Fleurant
Avocat / Lawyer
T 514 393.7401
Lfleurant@Rsslex.Com
**

Responded To Him Advising I Will Forward His Email To Daniel Hebert.
As Well, Im No Longer In The Subro Unit, I Will Forward His Request To
TI In Subro Unit, Daniel Chan.
**

Forwarded Him Email To Both Daniel Hebert In Property And Daniel Chan,

TI In Subro.

Aug 26, 2015 Roxanne Davis (R332979)

Reassigned File Recd And Reviewed. I Forwarded An Email To Sol To Notify Luc Fleurant Of Robinson Sheppard Shapiro That I Am The New Subrogation Examiner On This Matter And He Advd That He Had Sent Correspondence To Daniel Hebert Seeking Additional Information On The Delay Of The Claim Being Filed And Once He Has A Response He Will Report To Me Accordingly.

At This Time, No Action Is Required By Subrogation As It Is Noted That Sol Will Keep Watching The Other Matters That Were Filed By Rsa Which Is A Larger Amount And We Can Piggy-Back On That. Sol Advd That The Courts Will Allow Us To File A Late Claim However Seek The Requested Information From Daniel Hebert To Move Same Forward.

Recovery Reserves Will Remain At \$1000 As We Do Not Know What Our Chance Of Recovery Will Be At This Time And Will Revise Once I Have Addl Information From Sol.

Email From Sol...

Good Morning Roxane.

I Prepared This Morning An Estimate That I Submitted To Mariella's Attention And Expect Her Approval Shortly.All The Infos Shall Have To Come From Mr Hebert Who Shall Provide Me With The Reasons That Will Explain Why The Claim In Mma's Reorg. Could Not Be Filed On Time In June 2014.I Sent Him Yesterday A Reminder Following My E-Mail From Aug. 19 And I Hope To Hear From Him Asap.He Shall Also,Afterwards Help Me Preparing The Form Of Claim That Will Be Annexed To The Eventual Motion.I Will Keep You Informed.

Luc Fleurant
 Avocat / Lawyer
 T 514 393.7401
 Lfleurant@Rsslex.Com
 Robinson Sheppard Shapiro S.E.N.C.R.L./Llp
 Avocats / Lawyers
 4600-800, Rue Du Square-Victoria
 Montréal Qc H4z 1h6
 T 514 878.2631 F 514 878.1865
 Recovery Breakdown:
 Profits: \$158,917.07
 Building: \$152,434.60 - 40% = \$91,460.76
 Stock: \$683.15
 Total Paid: \$312,034.82 | Acv: \$251,060.98

Sep 1, 2015 Roxanne Davis (R332979)

LITIGATION BUDGET

Lawyer: Luc Fleurant
 Rate: \$250.00 Hr
 File#: 36345-15

1. Preparing Estimate Including A Perusal Of The Judgment Dated May 27 And Of Various Other Motions For Insurers, Including Rsa, Presented In May 2015 - 5 Hrs
2. Drafting Motion And Affidavit - 8 Hrs
3. Service To The Service List, Discussions With Justice Dumas And Other Attorneys For The Date Of Presentation Of The Motion - 3 Hrs

4. Preparation Of A Draft Of Claim To Be Filed With Annexes - 4 Hrs

5. Presentation Of The Motion In Sherbrooke - 8 Hrs

Sol Stated That Assuming That The Hourly Rate Wuld Be \$250.00 The Total Fees If The Motion Is Not Contested Would Reach A Total Bill Of Fees Of \$7,000.00 Minimum And \$9,000.00 Maximum.

However If The Motion Is Contested, It Is Probable That The Fees Will Be Between \$10,000 And \$13,000.

To The Best Of Our Sol's Knowledge According To The Figures Presented By The Monitor, Richter, The Total Dividend Available For The Subrogated Insurers Woujld Be \$16,800,000.00 (Pursuant To The 19e Report Based On The Amended Pan Dated June 8, 2015, Not Yet Filed) Against Total Claims For Subrogated Insurers Of \$41,000,000.00. Consequently, Each Insurer Would Receive 41.5% Of Its Claim. Therefore, If An Eventual Motion Is To Be Granted, Rsa Would Receive More Of Less \$129,000.00 On Its \$312,000.00 Eventual Claim Related To The Subway Matter.

This Calculation Is To The Best Of Solicitor's Knowledge And Cannot Be Certified By The Monitor. Solicitor Disclaims Any Liability On The Accuracy Of The Figures. The Expected Dividend Also Depends On The Future Of The Plan Which Is Vigorously Contested By Canadian Pacific Before The Court Of Appeal Of Quebec. This Also Depends On The Future Of The Plan And On Any Future Event That Would Change The Figures Mentioned Hereabove.

Solicitor Is Still Waiting To Hear From Daniel Hebert Re The Emails Dated August 19 And 25, 2015.

I Have Now Requested Authorization From TI Daniel Chan To Set Expense Reserve At \$13000 Out Of An Abundance Of Precaution And Based On The Budget Above. I Have Also Asked Daniel's Assistance In Asking Daniel H To Reach Out To Sol As Requested So That We Can Get This Matter Moving Forward.

Once Authorization Is Recd From Sol, I Will Set The Expense Reserve Accordingly. I Have Also Replied To Sol That We Would Like Him To Handle This Matter On Our Behalf And Based On The Budget Provided.

We Await Sol's Further Correspondence And Will Note The File Accordingly.

Sep 2, 2015 Roxanne Davis (R332979)

Expense Reserve Set At \$13000 As Authorization Obtained From TI.

Sep 10, 2015 Roxanne Davis (R332979)

Email Recd From Sol Wanting To Discuss Victor's Involvement Between May To July 2015 And Asked My Permission To Speak With Victor. I Replied To Sol And Cc'D Victor Asking Him To Contact Sol To Discuss Same So That We May Move This Matter Forward.

Sol Has Also Advd That He Will Be Finished With Daniel Hebert Soon And Will Report Accordingly.

Email From Sol...

I Am Almost Finished With Mr .HéBert. I'll Send Him A Draft Of Allegations To Be Inserted In The Eventual Motion,For Approval Or Discussion.I Now Need To Get In Touch With Mr. Shiwgobin With Your Permission.I Will Also Need Him To Have A Perusal Of His Own Statements Contained In The Claim Fusion Documentation From May To July 2015 Before I May Speak To Him.Thank You In Advance And Have A

Good Day.

Luc Fleurant

Avocat / Lawyer

T 514 393.7401

Lfleurant@Rsslex.Com

Robinson Sheppard Shapiro S.E.N.C.R.L./Llp

Avocats / Lawyers

4600-800, Rue Du Square-Victoria

Montréal Qc H4z 1h6

T 514 878.2631 F 514 878.1865

Sep 15, 2015 Roxanne Davis (R332979)

Email Recd From Sol's Office Asking For Specific Documentation; I Will Have The Entire File Copied And Forward To Sol's Attn Along With Printed Notes And Payment Screens As Requested.

File Now Sent To Support For Copying.

Email From Sol...

Dear Mrs. Davis:

I Left A Message This Aft. To Victor And Hope To Speak To Him Soon. Meanwhile Could You Send Me By E-Mail The Following; (To Prepare The Claim's Form)

1- The Cheques Or Other Mode Of Payment Issued To Subway For A Total Of \$312,034.82;

2- The Duly Signed Proof Of Loss (In French "Demande D'Indemnité") (There Must Be 3 Or 4 Of Them) For The Same Aggregate Amount;

3- The Supporting Documentation Justifying Each Element Of The Claim Being: \$5,683.00 For Stock, \$179,056.00 For Reinstallation Of The Equipment, \$131,194.00 For Business Interruption And Finally \$1,100.00 For Fees.

I Also Asked M. HéBert To Provide Me With The "Newspaper Clippings" Annexed By Mr. Bernier To His Second Report Dated August 23, 2013 As Doc. No. 2.11. I Guess He Will Have To Ask You For Those To Be Sent To Me By E-Mail.

Thank You In Advance.

Luc Fleurant.
Ghislaine Legault
Adjointe Juridique / Legal Assistant
De/To Luc Fleurant & Rachel Clément
514 393.7484 #7488
Glegault@Rsslex.Com

Sep 16, 2015 Roxanne Davis (R332979)

Email Recd From Crawford For Financials And Estrella Advd That She Will Follow Up Again In 90 Days For Further Financials While This Matter Is Open. She Also Advd That She Is Involved As The Broker Requires Updates.

Email From Estrella...

Perfect, Thanks Roxanne. Will Send You An E-Mail In About 90 Days To Request Financial Update.

Thanks And Best Regards,
Theresa Estrella, Cip
Client Service Manager

Inside Claims Commercial Lines (Iccl)
National Claims Management Centre (Ncmc)
Crawford & Company (Canada) Inc.
300-123 Front Street West
Toronto, On M5j 2m2

Telephone: 416-364-6341 Ext. 2033
Toll Free: 1-800-522-1380
Fax: 416-364-6344
E-Mail: Theresa.Estrella@Crawco.Ca

2008©Copyright by Royal & SunAlliance Insurance Company of Canada
All Rights Reserved.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS
N° 450-17-000167-134

COUR SUPÉRIEURE
CHAMBRE COMMERCIALE

*Loi sur les arrangements avec les créanciers des
compagnies*

**DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
AVEC LES CRÉANCIERS DE :**

**MONTREAL, MAINE & ATLANTIQUE CANADA
CIE (MONTREAL, MAINE & ATLANTIC
CANADA CO.);**

Débitrice,

-et-

**RICHTER GROUPE CONSEIL INC.
(RICHTER ADVISORY GROUP INC.);**

Défenderesse,

-et-

**ROYAL & SUN ALLIANCE DU CANADA,
SOCIÉTÉ D'ASSURANCE;**

Requérante.

PIÈCE R-3

Chaîne de courriels entre RSA et ses procureurs
entre le 8 mai et le 10 juillet 2015

Luc Fleurant

De: victor.shiwgobin@rsagroup.ca
Envoyé: 15 septembre 2015 12:19
À: Luc Fleurant
Objet: FW: Action against Montreal Main Atlantic Railway (MMA) RSA's claim#16359686

See chain below.

Thank you.

Victor Shiwgobin
Claims Representative 2 | General Liability
Claims



2225 Erin Mills Parkway | Suite 1000 | Mississauga, ON | L5K 2S9
Tel: 905 412 1351 | Toll Free: 1 800 263 9280
E-mail: victor.shiwgobin@rsagroup.ca Web: www.rsagroup.ca

Join our community: 

Proud national insurance sponsor of the AIR MILES® Reward Program. For more information and all your broker needs, visit www.rsabroker.ca.
RSA is a registered trade name of Royal & Sun Alliance Insurance Company of Canada.

From: Victor Shiwgobin
Sent: Friday, July 10, 2015 9:12 AM
To: Mariella De Stefano
Subject: RE: Action against Montreal Main Atlantic Railway (MMA) RSA's claim#16359686

Good Morning Mariella
Thank you for the update and I do apologize about my late response.

I don't see any evidence that the claim I am inquiring about was included within the other RSA claims for 2.1 Million. I would like to move forward an attempt to include the amount of \$333,258.41 relating to claim# 16359686. That amount would include \$312,034.82 paid in losses and \$21,223.59 paid in expect cost and fees.

I will complete the LAF and send a copy of the file over for a budget to move forward.
Please do let me know if you require any further info.

Thank you again.

Victor Shiwgobin
Claims Representative 2 | National Subrogation
Claims



2225 Erin Mills Parkway | Suite 1000 | Mississauga, ON | L5K 2S9
Tel: 905 412 1351 | Toll Free: 1 800 263 9280
E-mail: victor.shiwgobin@rsagroup.ca Web: www.rsagroup.ca

Join our community: 

Proud national insurance sponsor of the AIR MILES® Reward Program. For more information and all your broker needs, visit www.rsabroker.ca.
RSA is a registered trade name of Royal & Sun Alliance Insurance Company of Canada.

From: Mariella De Stefano [<mailto:mdestefano@rsslex.com>]
Sent: Wednesday, June 10, 2015 9:27 AM
To: 'victor.shiwgobin@rsagroup.ca'
Cc: Michel Green
Subject: TR: Action against Montreal Main Atlantic Railway (MMA) RSA's claim#16359686
Importance: High

Good morning Victor

I hope that all is well. I wanted to inform you that the judgment was rendered allowing those insurers who had not filed claims in a timely manner to file claims outside the delays. The judge however stressed that by allowing those claims does not mean that all future tardy claims will be allowed. Each will be analysed and will depend on the circumstances of filing late.

One of the insurers is RSA (for 2.1 million). I have included herewith a copy of the judgment as well as a copy of a motion to file outside the delays presented by the law firm of carter Goudreau on behalf of RSA. I do not know whether your e-mail below is for additional amounts claimed or are included in that motion. If the claim is for amounts other than those addressed in the motion then, it would be more cost efficient to have Carter Goudreau attempt to add the additional amounts when they file the claims (without making a motion) as per the judgment since they are already acting on behalf of RSA. The lawyer is Guy Leblanc (418-628-1800).

Kindly advise if this is satisfactory to you, if not, it will be a pleasure for us to assist you.

Kind regards.

Mariella De Stefano
Avocate / Lawyer
T 514 393.4005
mdestefano@rsslex.com

Robinson Sheppard Shapiro s.e.n.c.r.l./LLP
Avocats / Lawyers
4600-800, rue du Square-Victoria
Montréal QC H4Z 1H6
T 514 878.2631 F 514 878.1865
www.rsslex.com

De : Mariella De Stefano
Envoyé : 11 mai 2015 08:44
À : 'victor.shiwgobin@rsagroup.ca'
Cc : Michel Green
Objet : RE: Action against Montreal Main Atlantic Railway (MMA) RSA's claim#16359686

Good morning Victor,

We are in fact handling subrogation claims for certain insurers. As you most probably know, MMA filed for bankruptcy both in Québec and the in the U.S.A. There is an agreement in principal with respect to the distribution of proceeds subsequent to the settlement agreement with certain parties. However, the trustee in bankruptcy had established a cut off date of **June 2014** to file claims. The notices were published for a certain period of time in all major newspapers and this, in accordance with the applicable laws.

Certain insurers did not file within the required period and are presenting a motion before the court today asking that they be permitted to file claims outside the delay. I will advise you of the outcome of this motion as this will certainly have an impact on your file.

Kind regards.

Mariella De Stefano

Avocate / Lawyer

T 514 393.4005

mdestefano@rsslex.com

Robinson Sheppard Shapiro s.e.n.c.r.l./LLP

Avocats / Lawyers

4600-800, rue du Square-Victoria

Montréal QC H4Z 1H6

T 514 878.2631 F 514 878.1865

www.rsslex.com

From: "victor.shiwgobin@rsagroup.ca" <victor.shiwgobin@rsagroup.ca>

Date: 8 mai 2015 15:02:09 UTC-4

To: "mgreen@rsslex.com" <mgreen@rsslex.com>

Subject: Action against Montreal Main Atlantic Railway (MMA) RSA's claim#16359686

Good day Michael, I hope you're keeping well.

I recently inherited the above noted file where our client suffered damages from the Montreal Main Atlantic Rail incident which occurred back in July of 2013.

I was advised that you have been retained by several insurers in regards to this matter. It is said that Montreal Main Atlantic has since filed for bankruptcy.

I was hoping you could confirm if the matter is still opened and being pursued by other insurers with you as counsel.

If so I would like to send the above noted file over to you for review and recovery.

Thank you.

Victor Shiwgobin

Claims Representative 2 | National Subrogation

Claims

2225 Erin Mills Parkway | Suite 1000 | Mississauga, ON | L5K 2S9

Tel: 905 412 1351 | **Toll Free:** 1 800 263 9280

E-mail: victor.shiwgobin@rsagroup.ca **Web:** www.rsagroup.ca

[Join our community.](#)

Royal & Sun Alliance Insurance Company of Canada, 18 York Street, Suite 800, Toronto, Ontario M5J 2T8, 1-800-268-8406

This email was sent to you from Royal & Sun Alliance Insurance Company of Canada. If you no longer wish to receive promotional or general interest email communication from Royal & Sun Alliance Insurance Company of Canada, please go to <http://rsagroup.rsaebusiness.ca/casl>. If you are unable to access this unsubscribe link, please copy and paste the link into your internet browser.

Ce courriel vous a été envoyé par la Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances. Si vous ne voulez plus recevoir de communications promotionnelles ou d'intérêt général par courrier électronique de la part de la Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances, veuillez cliquer sur cet hyperlien :<http://rsagroup.rsaebusiness.ca/casl>. Si vous êtes incapable d'accéder à la page de désabonnement en cliquant sur l'hyperlien, copiez et collez-le dans votre navigateur internet.

This email communication is intended only for the person or entity to which it is addressed and may contain confidential and/or privileged information. Any use of this information by persons or entities other than the intended recipient is prohibited. If you received this in error, please contact the sender and delete the email and all copies (electronic or otherwise) immediately.

Ce courriel est destiné uniquement à la personne ou à l'entité à laquelle il est envoyé et peut contenir de l'information confidentielle ou privilégiée. Toute utilisation de l'information par une personne ou une entité autre que celle à laquelle elle est destinée est interdite. Si vous recevez ce courriel par erreur, veuillez communiquer avec son expéditeur et supprimer ce courriel et toute copie (électronique ou non) immédiatement.

Royal & Sun Alliance Insurance Company of Canada, 18 York Street, Suite 800, Toronto, Ontario M5J 2T8, 1-800-268-8406

This email was sent to you from Royal & Sun Alliance Insurance Company of Canada. If you no longer wish to receive promotional or general interest email communication from Royal & Sun Alliance Insurance Company of Canada, please go to <http://rsagroup.rsaebusiness.ca/casl>. If you are unable to access this unsubscribe link, please copy and paste the link into your internet browser.

Ce courriel vous a été envoyé par la Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances. Si vous ne voulez plus recevoir de communications promotionnelles ou d'intérêt général par courrier électronique de la part de la Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances, veuillez cliquer sur cet hyperlien :<http://rsagroup.rsaebusiness.ca/casl>. Si vous êtes incapable d'accéder à la page de désabonnement en cliquant sur l'hyperlien, copiez et collez-le dans votre navigateur internet.

This email communication is intended only for the person or entity to which it is addressed and may contain confidential and/or privileged information. Any use of this information by persons or entities other than the intended recipient is prohibited. If you received this in error, please contact the sender and delete the email and all copies (electronic or otherwise) immediately.

Ce courriel est destiné uniquement à la personne ou à l'entité à laquelle il est envoyé et peut contenir de

l'information confidentielle ou privilégiée. Toute utilisation de l'information par une personne ou une entité autre que celle à laquelle elle est destinée est interdite. Si vous recevez ce courriel par erreur, veuillez communiquer avec son expéditeur et supprimer ce courriel et toute copie (électronique ou non) immédiatement.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS
N° 450-17-000167-134

COUR SUPÉRIEURE
CHAMBRE COMMERCIALE

*Loi sur les arrangements avec les créanciers des
compagnies*

**DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
AVEC LES CRÉANCIERS DE :**

**MONTREAL, MAINE & ATLANTIQUE CANADA
CIE (MONTREAL, MAINE & ATLANTIC
CANADA CO.);**

Débitrice,

-et-

**RICHTER GROUPE CONSEIL INC.
(RICHTER ADVISORY GROUP INC.);**

Défenderesse,

-et-

**ROYAL & SUN ALLIANCE DU CANADA,
SOCIÉTÉ D'ASSURANCE;**

Requérante.

PIÈCE R-4

Présentation de Richter à l'Assemblée des créanciers
du 9 juin 2015

RICHTER

Présentation
Richter Groupe Conseil Inc.
Contrôleur nommé par la Cour de
Montréal, Maine & Atlantique
Canada Cie

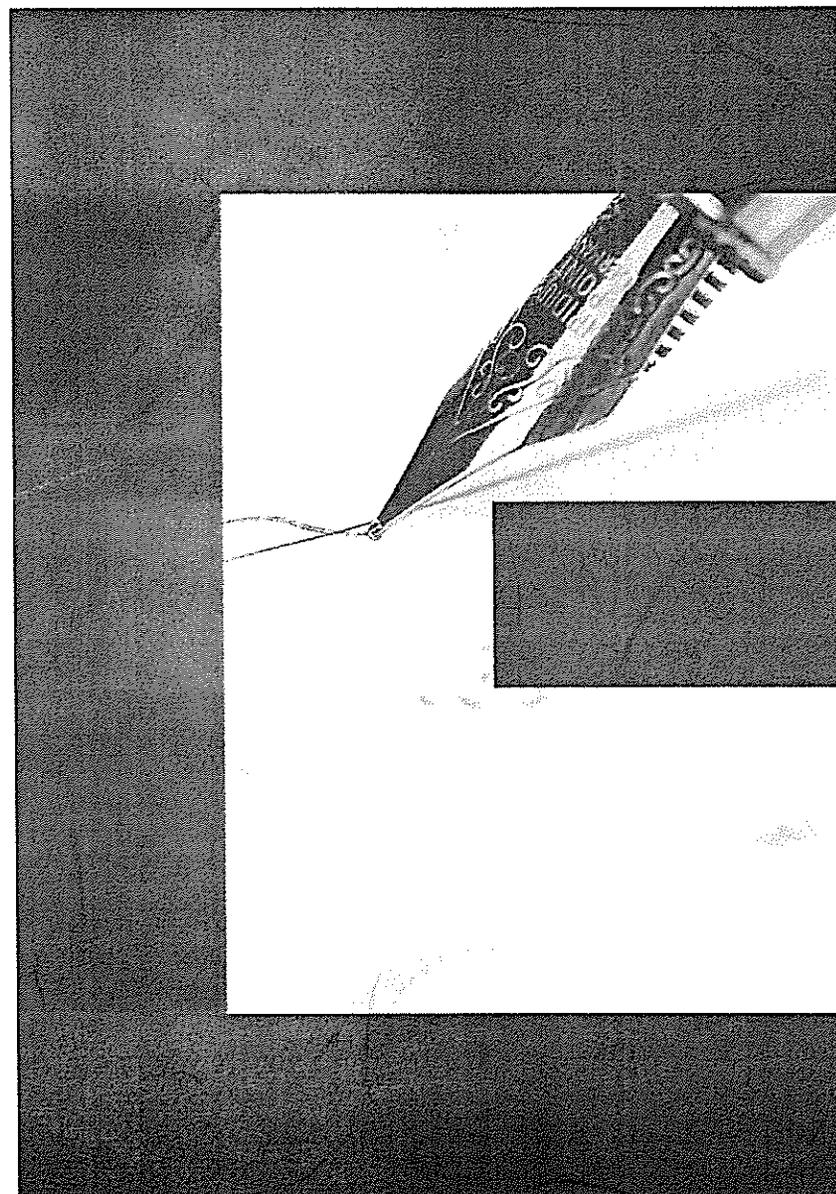
Présenté aux :
Créanciers de MMA



Lac-Mégantic

Réunion des créanciers
Ville de Lac-Mégantic

Le 9 juin 2015, à 14 h 00, Centre sportif Mégantic



Ordre du jour



- Mot de bienvenu
- Amendements au Plan
 - Règlement avec WFS
 - Règlement avec SMBC
 - Traitement des grands-parents et petits-enfants
 - Autres
- Distribution anticipée
- Procédure de vote
- Vote et résultat
- Résumé des étapes à venir

Principaux amendements au Plan



1. Règlement avec World Fuel Services (« WFS »)

Un règlement est intervenu avec WFS le 8 juin 2015, lequel prévoit un paiement de 110 millions US\$ au fonds de règlement. Ceci équivaut au taux de change du 7 juin 2015 à 137 millions Can\$.

2. Montants payables aux grands-parents et petits-enfants de personnes décédées

Suite à des discussions avec les divers intervenants, le montant payable aux grands-parents et petits enfants pourrait être établi à 17 000 \$. Cet amendement a été effectué suite à une demande des représentants du recours collectif. Cet amendement n'est applicable qu'à partir des économies, le cas échéant, résultant de réductions des réclamations économiques.

Les pages qui suivent identifient les amendements apportés au Plan de compromis et d'arrangement résultant principalement des 2 points ci-haut.

Principaux amendements au Plan



Section 1.1 – Termes définis

Fonds de Règlement (p. 8)

les contributions monétaires totales payables aux termes des Conventions de Règlement, y compris l'Indemnité de XL et le Paiement Additionnel de XL, avant le recouvrement potentiel des réclamations cédées à MMAC et au Syndic par certaines des Parties Quittancées, lesquelles contributions monétaires sont estimées, à la date des présentes, à cent quatre-vingt-deux millions trois cent mille dollars canadiens (182 300 000,00 \$ CA), plus cent quatre-vingt-dix-huit million neuf cent mille quatre-vingt-neuf millions quatre-cent mille dollars américains (198,900,000.00/198 400 000,00 \$ US);

Injonction et Quittance (p. 8)

une ordonnance de la Cour Responsable de la LACC et de la Cour de Faillite Américaine quittaçant, empêchant et interdisant, en permanence et automatiquement, la mise à exécution, la poursuite, la continuation et(ou) le commencement de toute Réclamation qu'une Personne ou un Réclamant détient ou revendique ou qu'il peut détenir ou revendiquer à l'avenir contre l'une ou plusieurs des Parties Quittancées, à l'exception de toutes réclamations préservées aux termes du paragraphe 5.3 contre les Tiers Défendeurs qui ne sont pas des Parties Quittancées, ou qui pourrait donner lieu à une Réclamation contre l'une ou plusieurs des Parties Quittancées, que ce soit au moyen d'une demande reconventionnelle,

Ordonnance Finale (p. 10)

une ordonnance de la Cour Responsable de la LACC, de la Cour du Recours Collectif ou de la Cour de Faillite Américaine qui n'a pas été renversée, annulée, amendée, modifiée ou suspendue et qui n'est plus susceptible d'appels subséquents, soit parce que le délai d'appel a pris fin sans qu'un appel ne soit logé, soit parce qu'elle a été confirmée par toutes les cours ayant compétence pour entendre des appels s'y rapportant;

Principaux amendements au Plan



Article 3 – Catégorie, Vote et Questions connexes

3.3 Réclamations non visées (p. 20)

- k) les Réclamations qui font partie de celles décrites au paragraphe 5.1 (2) de la LACC, sauf qu'en contrepartie de la contribution faite par les Parties A&D ou en leur nom, lesdites Parties A&D sont bénéficiaires de l'Injonction et Quittance à l'égard de toutes Réclamations relatives au Déraillement, à l'exclusion des Réclamations décrites au paragraphe 3.3 (b).

Article 4 - Distributions

4.2 Distribution aux créanciers (p. 23)

- e) les Créanciers ayant des Réclamations Gouvernementales recevront globalement 52,4 % des Fonds pour Distribution en règlement intégral et final de leurs Réclamations Prouvées contre les Parties Quittancées. Le Contrôleur distribuera ce montant proportionnellement entre la Province, la Ville Lac-Mégantic, le Procureur général du Canada (pour le compte du Développement économique Canada pour les régions du Québec) et la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST). Aux fins du présent Plan, les Réclamations Prouvées de la Province, de la ville de Lac-Mégantic, du gouvernement fédéral du Canada (Développement économique Canada pour les régions du Québec) et de la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) sont ainsi évaluées et établies :
- i) la Province : 409 313 000 \$ CA (soit ~~89,9 %~~ 94 % des Réclamations Gouvernementales);
 - ii) la Ville Lac-Mégantic : ~~20 000 000 \$~~ 5 000 000 \$ CA (soit ~~4,4 %~~ 1,1 % des Réclamations Gouvernementales);
 - iii) le Procureur général du Canada (pour le compte du Développement économique Canada pour les régions du Québec) : 21 000 000 \$ CA (soit ~~4,6 %~~ 4,8 % des Réclamations Gouvernementales)
 - iv) CSST : ~~4 915 257 \$~~ 313 775 \$ CA (soit ~~1,1 %~~ 0,1 % des Réclamations Gouvernementales)

Principaux amendements au Plan



Article 4 - Distributions

4.2 Distribution aux créanciers (p. 23)

Il est entendu que les Créanciers ayant des Réclamations Gouvernementales recevront globalement 52,4 % des Fonds pour Distribution en règlement intégral et final de leurs Réclamations Prouvées contre les Parties Quittancées. Le Contrôleur distribuera ce montant proportionnellement entre la Province, la Ville Lac-Mégantic, le Procureur général du Canada (pour le compte du Développement économique Canada pour les régions du Québec) et la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSS7). Aux fins du présent Plan, les Réclamations Prouvées de la Province, de la ville de Lac-Mégantic, du gouvernement fédéral du Canada (Développement économique Canada pour les régions du Québec) et de la Commission de la Santé et de la Sécurité au Travail (CSS7) est entendu que les Créanciers ayant des Réclamations en Indemnisation et des Réclamations Autres que les Réclamations Liées au Déraillement n'auront droit à aucune distribution aux termes du présent Plan ou du Plan Américain à l'égard du Fonds d'Indemnisation et n'auront aucun droit à aucune partie des Fonds pour Distribution. Cependant, les Créanciers ayant des Réclamations Autres que les Réclamations Liées au Déraillement contre MMAC auront droit à des distributions aux termes du Plan Américain, selon ses modalités, sur tout produit net disponible de la liquidation des biens de MMA.

Malgré ce qui précède, si, après l'examen des Réclamations pour Dommages Matériels et Économiques conformément à l'Ordonnance Relative à la Procédure de Résolution des Réclamations, la valeur totale des Réclamations pour Dommages Matériels et Économiques est réduite en deçà de 75 millions de dollars, le montant pour distribution relatif à la différence entre le montant de 75 millions de dollars et la valeur totale révisée de ces Réclamations (l'« Épargne sur les Réclamations Économiques ») sera proportionnellement attribuée comme suit : à la valeur des Réclamations des autres catégories décrites aux paragraphes 4.2a), b), d) et e).

- i) Premièrement, le montant requis jusqu'à 884 000 \$ pour permettre un paiement jusqu'à 17 000 \$ à chaque grand-parent et petit-enfant des personnes décédées, auquel cas les grands-parents et petits-enfants seront retranchés de l'Annexe F et inclus au paragraphe 7 de l'Annexe E;
- ii) Deuxièmement, le montant requis à partir de l'épargne sur les Réclamations Économiques pour permettre une augmentation de l'enveloppe pour parents, frères et soeurs, grands-parents et petits-enfants de 5 % à 12,5 %;
- iii) Troisièmement, proportionnellement, à la valeur des Réclamations des autres catégories décrites aux paragraphes 4.2a), b), d) et e).

Pour plus de certitude, le montant total requis à même l'Épargne sur les Réclamations Économiques pour permettre une augmentation de l'enveloppe pour les parents, frères et soeurs, grands-parents et petits-enfants à 12,5 % au sein de la catégorie des Victimes dans le cas de Décès ne devra pas excéder 5,1 millions de dollars.

Principaux amendements au Plan



4.3 Distributions additionnelles aux créanciers (p. 24)

Avec le consentement de la Province et du gouvernement fédéral du Canada (Développement économique Canada pour les régions du Québec), tous les montants payables aux termes du présent Plan :

- a. à la Province sur l'Indemnité de XL (évalués à ~~13 735 000 \$ CA~~ 13 383 000 \$ CA);
- b. au procureur général du Canada (pour le compte du Développement économique Canada pour les régions du Québec) (évalués à ~~9 909 589 \$~~ 6 936 000 \$ CA);

(collectivement, les « Dividendes Réaffectés »)

Article 5 – Quittances et Injonctions

5.1 Quittances et injonctions aux termes du Plan (p. 27)

Toutes les Réclamations Visées feront entièrement, définitivement, absolument, inconditionnellement, complètement, irrévocablement et à jamais, l'objet d'un compromis, d'une remise, d'une quittance, d'une libération, d'une annulation et seront proscrites à la Date de Mise en Oeuvre du Plan contre les Parties Quittancées.

Toutes les Personnes (peu importe si ces Personnes sont ou non des Créanciers ou des Réclamants) seront empêchées et il leur sera interdit, en permanence et à jamais, i) de poursuivre toute Réclamation, directement ou indirectement, contre les Parties Quittancées, ii) de poursuivre ou d'entreprendre, directement ou indirectement, toute action ou autre procédure à l'égard d'une Réclamation contre les Parties Quittancées ou de toute Réclamation qui, à l'exception de toutes réclamations préservées aux termes du paragraphe 5.3 contre les Tiers Défendeurs qui ne sont pas des Parties Quittancées, pourrait donner lieu à une Réclamation contre les Parties Quittancées,

Distribution estimative



Montréal, Maine & Atlantique Canada Cie.

Distribution estimative aux diverses catégories de créanciers

Selon l'information disponible le 8 juin 2015

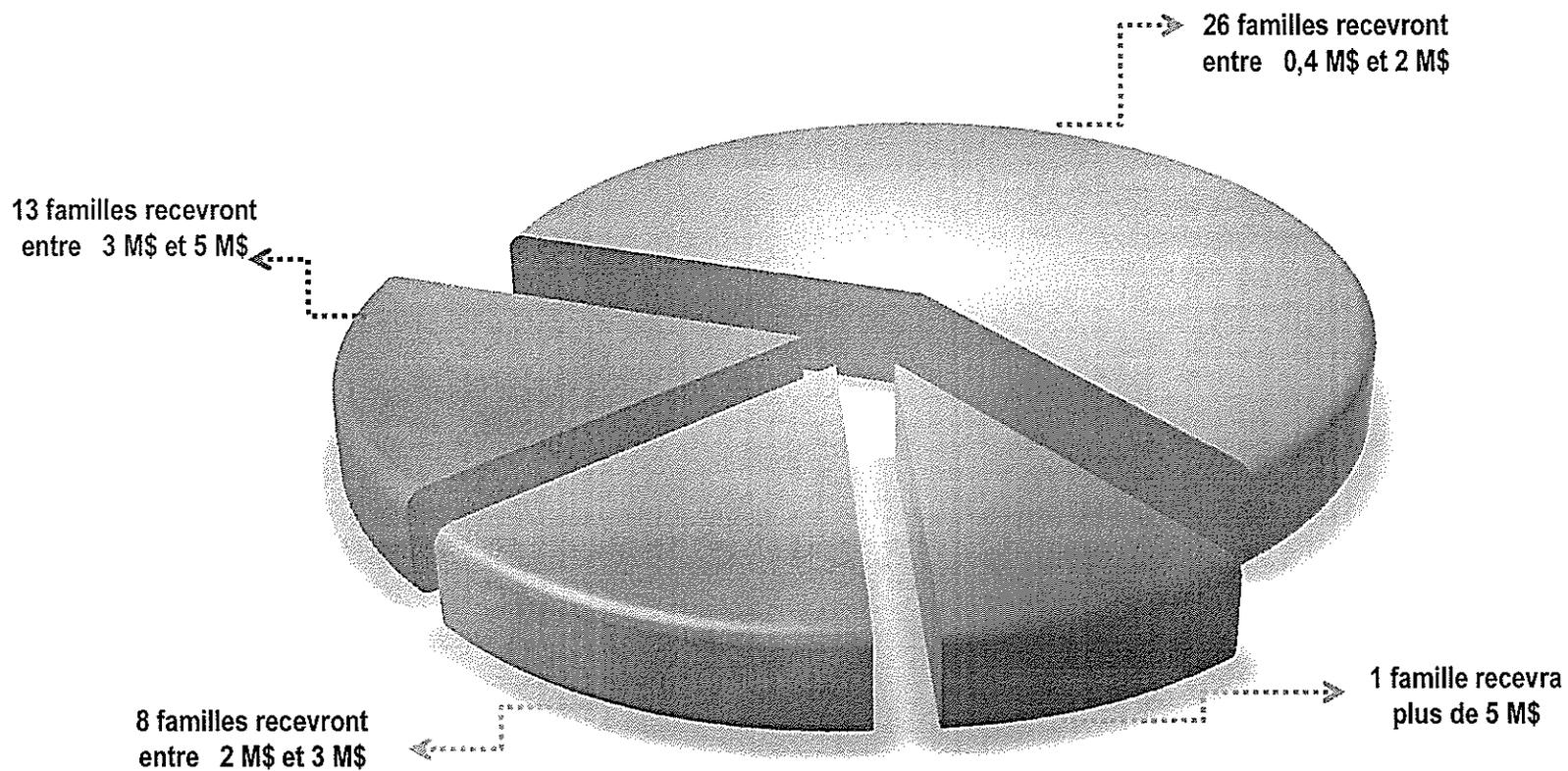
Contributions au fonds de règlement	431 750 172 \$	Réclamations dans les cas de décès	111 221 428 \$
Charge d'administration (incluant les taxes)	(21 797 000)	Réclamations en raison de lésions corporelles et dommages moraux	48 846 487
Fonds disponibles pour distribution	<u>409 953 172 \$</u>	Réclamations pour dommages matériels et économiques	41 554 303
		Réclamations des assureurs subrogés	16 808 080
		Réclamations gouvernementales	191 522 874
			<u>409 953 172 \$</u>

Avant l'imputation des honoraires des avocats Américains et dans certains cas les Avocats du recours collectif

Répartition des fonds aux familles de personnes décédées



Avant l'imputation des honoraires des avocats Américains et dans certains cas les Avocats du recours collectif



Répartition des fonds pour dommages moraux



Montreal, Maine & Atlantic Canada Co.
Répartition des fonds pour dommages moraux

	<u>Points</u>	<u>Nombre estimatif de réclamants</u>	<u>Total des points</u>	<u>%</u>	<u>Distribution estimative</u>	<u>Distribution par réclamation</u>
Trouble & Inconvenient	5,0	3 700	18 500	24,9%	\$ 11 677 000	\$ 3 160
<u>Évacuations</u>						
Montant par jour	1,0	1 850	10 370	14,0%	6 545 000	630
Maximum	30,0					par jour
Zones rouge et jaune	50,0	140	7 000	9,4%	4 418 000	31 560
Grand-parents et petits-enfants	15,0	50	750	1,0%	473 000	9 460
Stress Post Traumatique - court terme (note 2)	50,0	250	12 500	16,8%	7 890 000	31 560
Stress Post Traumatique - long terme (note 2)	100,0	250	25 000	33,7%	15 780 000	63 120
Blessures	50,0	2	100	0,1%	63 000	31 500
Provision (note 3)					2 000 000	
Total (notes 1 & 4)			74 220	100%	\$ 48 846 000	

Les montants ci-haut reflétés ne tiennent pas compte des honoraires qui pourraient être redevables aux avocats des réclamants et ceux du recours collectif.

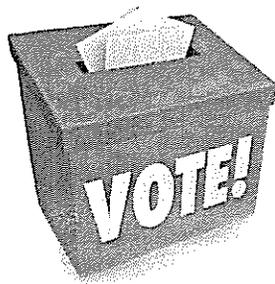
Note 1: Les montants représentés peuvent être cumulatifs si un réclamant est affecté par plus d'une situation énumérée. Cependant les réclamants classés dans la catégorie des cas de décès ne peuvent pas réclamer de compensation pour stress post traumatique.

Note 2: S'applique à tous ceux qui ont été diagnostiqués pour stress post traumatique, dépression, troubles d'anxiété, et/ou qui sont toujours suivis médicalement pour des causes découlant de la tragédie ou ceux présents dans la zone rouge au moment du déraillement. Afin de se qualifier dans cette catégorie, plus amples informations devront être transmises au Contrôleur.

Note 3: Afin d'être utilisé pour bonifier le montant pour stress post traumatique, si nécessaire. Advenant que cette provision ne soit pas utilisée à cette fin, le montant résiduel sera réparti aux autres postes des dommages moraux.

Note 4: Le montant final attribué à chaque catégorie, variera dépendamment de l'information additionnelle qui sera reçue par le Contrôleur, d'ici le 31 août 2015.

Réunion des créanciers du 9 juin 2015 - Vote



Qui vote :

Dans le cas du recours collectif :

- Représentants désignés votent pour les parties inscrits au recours collectif pour lesquels une preuve de réclamation a été déposée

Dans le cas des familles représentées par les avocats Américains :

- Avocats votent pour les parties qu'ils représentent et pour lesquels une preuve de réclamation a été déposée

Tous les autres circonstances :

- Chaque réclamant vote individuellement

Réunion des créanciers du 9 juin 2015 – Compilation du Vote



Pour être accepté, le Plan nécessite au minimum le vote suivant :

- 50% plus 1 en nombre, **plus**
- 2/3 en valeur

Compilation

En vertu du Plan, de l'Ordonnance relative à la procédure de réclamation, de l'Ordonnance relative à la procédure de résolution des réclamations et de l'Ordonnance visant la tenue d'une assemblée des créanciers, tous les Créanciers ont le droit de voter jusqu'à concurrence de la valeur nominale de leur réclamation assujettie aux conditions suivantes :

- le total des votes des titulaires de « Réclamations dans les cas de décès » ne doit pas représenter plus de 22,2 % de tous les votes des créanciers ou 200 000 000 \$;
- le total des votes des titulaires de « Réclamations en raison de lésions corporelles et de dommages moraux » ne doit pas représenter plus de 11,1 % de tous les votes des créanciers ou 100 000 000 \$;
- le total des votes des titulaires de « Réclamations de dommages matériels et économiques » ne doit pas représenter plus de 8,3 % de tous les votes des créanciers ou 75 000 000 \$;
- le total des votes des titulaires de « Réclamations subrogées d'un assureur » ne doit pas représenter plus de 3,8 % de tous les votes des créanciers ou 33 701 000 \$;
- le total des votes des titulaires de « Réclamations gouvernementales » ne doit pas représenter plus de 48,5 % de tous les votes des créanciers ou 435 627 000 \$;
- les titulaires de « Réclamations en Indemnisation » n'ont pas le droit de voter;
- le total des votes des titulaires de « Réclamations autres que les réclamations liées au déraillement » ne doit pas représenter plus de 6,1 % de tous les votes des créanciers ou 55 000 000 \$.

La valeur du vote de chaque créancier sera calculée selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Valeur nominale de la Preuve de réclamation du Créancier}}{\text{Valeur nominale totale de toutes les Preuves de réclamations dans la catégorie de votation}} \times \text{Valeur maximale totale attribuée au vote dans la catégorie de votation} = \text{Valeur de la Réclamation aux fins de votation du Créancier}$$

Questions



Questions



Résultat du vote



Échéancier

